



CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

■ **L'invasion en Ukraine et ses enseignements concernant la guerre civile révolutionnaire (page 3)**

■ **Le sens du ralliement de l'Église russe à la guerre menée en Ukraine par le régime de Vladimir Poutine (page 19)**

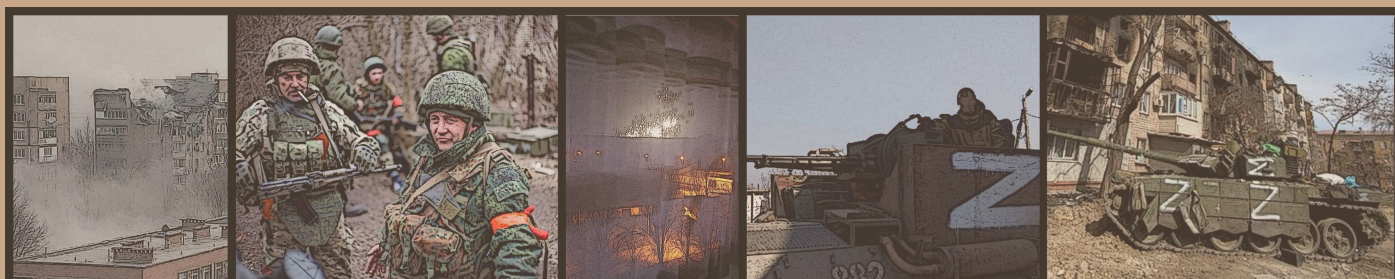
■ **Les sanctions contre la Russie et les contre-sanctions russes renforcent la constitution de deux blocs impérialistes hostiles, et produisent de nouvelles contradictions (page 33)**

■ **Vers la restructuration : l'élargissement du capitalisme aux fonds marins (page 44)**

■ **« Boussole stratégique » de l'Union européenne en mars 2022 : transformation en base de l'OTAN avec la Russie directement en ligne de mire et la Chine comme ennemi stratégique (page 50)**

Avril 2022

n°20



Éditorial

Voici le numéro 20 de *Crise* et c'est l'occasion d'établir un bilan du chemin parcouru. Initialement, nous avons voulu, en Belgique et en France, disposer d'un outil où produire nos réflexions et analyses de ce que nous avons considéré, au début de l'année 2020, comme une nouvelle crise générale du capitalisme. Des événements nombreux et complexes allaient se développer, il fallait être en mesure de les appréhender correctement. Et nous pensons que nous avons vu juste, parce que nous avons compris qu'il allait y avoir une invasion russe de l'Ukraine, dès avril 2021. Jamais nous n'aurions été capables de cela sans avoir *Crise*.

Nous n'avons pas considéré pour autant que *Crise* allait être un média de masse, parce que nous savons qu'il faut tout une période longue, tourmentée, tumultueuse pour que les gens décrochent d'un capitalisme particulièrement développé. Nous voulions un outil pratique, facile à utiliser, à envoyer, etc., pour les gens à la conscience politique la plus avancée, d'où l'idée d'un PDF à l'esthétique assez sommaire. Nous visions nos propres forces et plus généralement les gens autour, dans l'optique de former des cadres communistes. Il était essentiel pour nous de marquer le coup historiquement et nous pensons que sur ce plan, c'est une réussite, avec une production assez colossale de documents, alors que l'ensemble des courants « révolutionnaires » non maoïstes a simplement regardé passer le train de l'Histoire.

Comme, toutefois, il s'avère cependant que chaque numéro est téléchargé à plusieurs centaines d'exemplaires, qu'il y a un vrai intérêt qui s'exprime, nous avons fait l'effort d'avoir une esthétique plus « engagée » à partir du numéro 19. Il fallait montrer qu'il s'agit avant tout d'une perspective pratique, pas seulement d'une orientation intellectuelle ou d'un outil d'analyses. C'est là aussi une prise de position politique. Et nous pensons justement que l'avenir appartient à *Crise*, parce que c'est l'organe qui permet justement de faire de la politique. Qui ne veut pas se réduire à accompagner des phénomènes sociaux à la surface du capitalisme doit saisir les tendances de fond, pour intervenir politiquement, et c'est *Crise* qui permet cela. C'est en conformité avec ce qu'enseigne Lénine :

« Quiconque attire l'attention, l'esprit d'observation et la conscience de la classe ouvrière uniquement ou même principalement sur elle-même, n'est pas un social-démocrate ; car, pour bien se connaître elle-même, la classe ouvrière doit avoir une connaissance précise des rapports réciproques de la société contemporaine, connaissance non seulement théorique... disons plutôt : moins théorique que fondée sur l'expérience de la vie politique. Voilà pourquoi nos économistes qui prêchent la lutte économique comme le moyen le plus largement applicable pour entraîner les masses dans le mouvement politique, font œuvre profondément nuisible et profondément réactionnaire dans ses résultats pratiques. » (Que faire ?) ■

L'INVASION EN UKRAINE ET SES ENSEIGNEMENTS CONCERNANT LA GUERRE CIVILE RÉVOLUTIONNAIRE



L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 a immédiatement débouché sur une guerre entre deux armées conventionnelles, de type réactionnaire, puisque tant l'Ukraine que la Russie sont dominées par des oligarchies, avec un capitalisme bureaucratique, la première se subordonnant à la superpuissance impérialiste américaine avec ainsi une dimension semi-coloniale, la seconde étant de type impérialiste, dans un cadre national-bureaucratique.

Cependant, cela est riche d'enseignement, car même si le régime ukrainien est réactionnaire, la résistance nationale ukrainienne a une portée historiquement progressiste, même si elle n'a pas de représentant politique et si elle est par conséquent éparpillée, diffuse, particulièrement faible. Il y a des leçons à tirer de cette résistance nationale générée par les larges masses, même si de manière embryonnaire.

Un autre aspect est que l'invasion russe vise à mettre en place un contrôle administratif des zones conquises, dans un cadre urbain souvent, ce qui est là aussi quelque chose fournissant beaucoup de connaissances.

Un autre aspect encore est que l'armée russe, si elle est mieux organisée que l'armée ukrainienne, ne possède que 200 000 soldats, par rapport à une armée ukrainienne plus nombreuse, faisant appel à des réservistes, à des structures administratives non militaires. Il y a un rapport du fort au faible qui là encore éclaire beaucoup sur la question de l'affrontement pour la prise du pouvoir.

Il va de soi, en même temps, que tout ce qu'on peut apprendre ici est relatif, car ce n'est pas une révolution qui a lieu en Ukraine, ni même une guerre de libération nationale suivant une orientation communiste. La situation historique est tout à fait différente de ce qui se présente dans le cas d'une guerre civile révolutionnaire.

Il est bien connu que la grande scission entre socialistes et communistes, au début du XXe siècle, a principalement comme source la question de l'analyse de l'État. Les socialistes, révisant les enseignements du marxisme, considèrent que l'État bourgeois peut être récupéré, refaçonné, après que les masses combinent victoire électorale et mouvements de masse. Les communistes, fidèles aux enseignements du marxisme, affirment la nécessité de la destruction du vieil État et la constitution d'un nouvel État, dont la substance est prolétarienne.

Dans la seconde moitié du XXe siècle, les communistes ont connu en leur sein un vaste mouvement révisionniste, qui a ramené à la conception socialiste de la prise du pouvoir ; la ligne rouge a alors été portée par Mao Zedong et les communistes chinois. La prise du pouvoir par la violence révolutionnaire reste l'objectif des communistes n'ayant pas basculé dans le révisionnisme.

Par violence révolutionnaire, il faut entendre une violence au caractère de classe, dont les traits sont déterminés historiquement, déterminés par les communistes selon la lutte des classes, son niveau, ses exigences. Il n'y a pas de « violence » en général, abstraite, qui aurait une caractéristique « idéale », comme l'a par exemple prétendu l'idéologue syndicaliste-révolutionnaire et apôtre du « guerrier », Georges Sorel, au début du XXe siècle.

La violence révolutionnaire est portée par le camp de la révolution, c'est-à-dire le prolétariat et ses alliés, dans tous les cas les larges masses. Il ne peut pas s'agir d'une « minorité » active se substituant à ce camp de la révolution, prétendant le représenter comme bras armé ou comme outil technique. Ce sont les masses qui font l'Histoire, et le Parti les dirige.

La violence révolutionnaire consiste en la prise du pouvoir non pas au nom des masses, mais par les masses, qui par conséquent doivent être organisées en ce sens. On parle ici de masses conscientisées mettant en place des organes pratiquant la violence afin de triompher du vieil État et de pouvoir mettre en place le nouveau pouvoir.

C'est le principe de l'armée rouge ouvrière et paysanne dans le cadre de la révolution d'Octobre 1917 en Russie, de l'Armée Populaire de Libération organisé dans le cadre de la révolution chinoise ayant triomphé en 1949. Les masses doivent être organisées au niveau militaire, formant par-là même un nouvel État, une nouvelle administration.



La stratégie de cette prise du pouvoir est ainsi la guerre du peuple, la guerre populaire, conforme à la vision du monde du prolétariat visant le pouvoir, conceptualisée par Mao Zedong et formalisée théoriquement par Gonzalo, le dirigeant du Parti Communiste du Pérou de 1980 à 1992.

Le peuple est ici l'aspect principal de la guerre. Cela récuse deux options. Il y a tout d'abord, le guévarisme, qui suit l'aventurisme d'Ernesto « Che » Guevara, consistant à former des « foyers » révolutionnaires qui déclencherait de l'extérieur du peuple la révolution, en créant un appel d'air révolutionnaire.

C'est là ne pas comprendre que les contradictions sont internes, que chaque pays a une histoire, que chaque révolution a un parcours historique qui lui est propre et dont les conditions nécessitent d'être analysées, afin de calibrer adéquatement l'action révolutionnaire.

La guévarisme contourne le travail de fond en proposant de « déclencher » la révolution au moyen de révolutionnaires hors sol.

Il y a ensuite le hoxhaïsme, qui est une idéologie particulièrement répandue en France historiquement. Qui connaît l'histoire d'Enver Hoxha en Albanie sait que celui-ci, dans le cadre de la résistance victorieuse contre l'Allemagne nazie, a effacé le Parti Communiste derrière le Front, exactement comme la Yougoslavie de Tito.

Le hoxhaïsme prône ainsi non pas d'unir ce qui peut être uni dans le Front, mais dans le Parti lui-même, qui devient une sorte de conglomerat « accompagnant » les masses en les poussant à aller un pas en avant.

En Espagne, le Parti Communiste d'Espagne (marxiste-léniniste) avait assumé la guerre populaire contre le régime franquiste, au moyen du FRAP (Front Révolutionnaire d'Action Patriotique), mais il a trahi en basculant dans le hoxhaïsme « accompagnateur ».

La France est un bastion historique du hoxhaïsme, avec historiquement le Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF), mais également les débris du pseudo « Parti Communiste Maoïste » fondé par un renégat du maoïsme ayant rejoint le PCOF pour ensuite revenir trafiquer avec le maoïsme, ou encore l'Unité Communiste de Lyon, les éditions prolétariennes, etc.



L'INVASION TERRITORIALE ET LE PARALLÈLE RELATIF AVEC LA GUERRE CIVILE

Lorsque l'armée russe a envahi l'Ukraine, elle pénétrait dans un pays qui n'était pas le sien. Inversement, l'armée ukrainienne et les gens en Ukraine en général connaissent très bien leur propre territoire. Il y a donc un désavantage fondamental pour l'assaillant, qui ne connaît pas en détail des lieux que les défenseurs, à l'inverse, connaissent parfaitement, les adaptant même éventuellement en leur faveur.



On a une force militaire extérieure venant mettre en défaite des forces militaires locales. Lorsqu'il y a une guerre civile de dimension révolutionnaire, on a d'un côté les larges masses et de l'autre l'État s'appuyant sur une minorité sociale. Cela signifie que les larges masses s'organisent à partir de leur propre vie quotidienne désormais bouleversée. Elles luttent par conséquent, le plus souvent, là où elles vivent ; leur démarche relève d'un soulèvement. Cela implique qu'elles connaissent leur propre environnement, leur quartier, ses particularités. Il y a là un parallèle avec la situation ukrainienne.

Il y a toutefois deux différences majeures, rendant relatif ce parallèle. D'abord, les forces de la contre-révolution connaissent elles-aussi très bien l'environnement concerné. Elles ne sont pas extérieures au pays, elles s'appuient sur les connaissances territoriales très poussées de la police et de la gendarmerie.

Ensuite, les forces militaires ukrainiennes, relevant de l'État, ont pu réaménager l'environnement territorial comme bon leur semblait, suivant le temps qu'elles avaient pour cela en fonction de la compréhension d'une invasion à venir et des modalités pratiques de celles-ci. Les forces populaires se soulevant n'ont à l'inverse pas une capacité de modifier en profondeur leur environnement.

Si, bien entendu, un soulèvement populaire parvient à prendre le contrôle d'une zone, il peut modifier en profondeur son environnement tant qu'il n'y a pas d'intervention directe de la contre-insurrection. En l'espace de quelques jours, il peut mettre en place de quoi barricader un quartier à grande échelle. Cela ne peut toutefois pas avoir l'ampleur de ce que décide un État pour protéger une zone, en profitant de matériel, de véhicules extérieurs au quartier (tels des véhicules de chantier pour placer des plots de béton, etc.).

LA QUESTION DE LA CAPACITÉ DE DÉFENSE TERRITORIALE : LES VÉHICULES BLINDÉS

Cette question de la mise en place d'une défense territoriale est directement reliée à celle de la capacité à organiser une défense immédiate. Sur ce point, l'invasion de l'Ukraine fournit des enseignements qui sont particulièrement inquiétants pour le camp du soulèvement populaire.

Pourquoi cela ? Tout simplement en raison des modifications techniques et technologiques des outils d'une armée conventionnelle. Les médias internationaux ont très largement diffusé les images de la fabrication artisanale de cocktails molotov par la population ukrainienne, pour être en mesure de harceler les véhicules militaires russes. C'est là quelque chose de romantique, mais sur le fond cela ne correspond pas réellement à grand-chose.



Les véhicules militaires du 21^e siècle, à part les jeeps et les camions, restent dans une grande mesure imperméable aux risques de destruction par des cocktails molotov. Les seuls points faibles à ce niveau sont les espaces d'ouverture, telles les vitres et les portes.

Cependant, il ne faut pas vraiment espérer être en mesure de stopper des forces blindées avec un tel outil. C'est pour cette raison que l'Ukraine a tout misé sur les lance-roquettes anti-chars à usage unique, en étant fourni massivement par la superpuissance impérialiste américaine (les FGM-148 javelins) et l'impérialisme britannique (les NLAW - Next generation Light Antitank Weapon), puis par l'impérialisme allemand (les MATADOR – Man-portable Anti-Tank, Anti-DooR).

Ces lance-roquettes anti-chars s'appuient sur une haute dimension technique pour la visée, avec un ordinateur permettant un verrouillage de la cible puis un auto-guidage, ce qui explique notamment que le prix à l'unité va, grosso modo, de 10 000 à 120 000 euros. Cet auto-guidage est essentiel pour ce type d'armes, car le point faible des chars au niveau blindage est en effet les tourelles et le haut de l'arrière du véhicule, le moteur étant en-dessous. La roquette anti-char doit donc attaquer en arrivant par en haut, selon une trajectoire perpendiculaire.

Pour tenter de contrer ces armes, les chars russes avaient installé des petites cages en fer sur leur haut, pour espérer que l'explosion se déroule sans attendre le véhicule lui-même. Cette expérience technique ne semble pas avoir porté ses fruits.

Autant dire que ce n'est pas du tout quelque chose sur quoi pourrait s'appuyer un soulèvement populaire. Inversement, une contre-insurrection peut profiter de ces outils pour détruire des murs, des portes, etc.

De fait, l'unique possibilité réaliste face aux tanks et de jeter des produits comme la peinture ou l'huile sur les blocs rectangulaires de vue, qui se trouvent à gauche et à droite sur le devant et au-dessus du canon, ou bien encore de placer de longues barres de métal dans les chenilles à l'arrière.

LA QUESTION DE LA CAPACITÉ DE DÉFENSE TERRITORIALE : LE CONTRÔLE ZONAL PAR LA GARDE NATIONALE

Si les véhicules blindés correspondent à l'avantage de l'assaillant, qui dispose de moyens techniques plus élevés, il ne faut pas perdre de vue que le but est le contrôle de la zone visée.

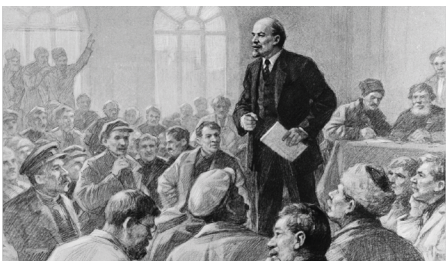
En ce qui concerne l'invasion en Ukraine, la Russie dispose de la Rosgvardia, c'est-à-dire de la Garde Nationale, mise en place en 2016. Ces forces militaires sont spécialisées dans le maintien de l'ordre et interviennent une fois que le terrain a été reconquis militairement.

Ce dispositif peut fonctionner dans le cadre de l'invasion d'un pays comme l'Ukraine où la population est laissée à l'écart de la libération nationale. Il ne le peut pas dans le cadre d'un soulèvement populaire. La qualité dont dispose un État anti-populaire sur le plan technique s'efface ici devant la quantité nécessaire de forces pour mettre au pas une population révoltée.

Même si des véhicules blindés parviennent à occuper un quartier révolté, il reste encore à mettre au pas les révoltés. S'ils sont d'un certain nombre, cela dépasse l'opération policière et on passe au niveau militaire, mais si les quartiers révoltés sont nombreux, cela rend d'autant plus ardue la tâche.

C'est la raison pour laquelle les États ont toujours à leur disposition des plans d'arrestation massive en cas de troubles et de rassemblements de 10-20 000 personnes considérées comme les plus menaçantes dans un lieu fermé pour les isoler, tels dans un stade. Il s'agit d'empêcher que les poches d'une rébellion soient trop nombreuses et pour empêcher cela il s'agit d'arrêter à l'avance les cadres éventuels qui contribueraient à une telle situation.

Cela souligne l'importance des mesures de contre-révolution préventive que l'ancien régime est capable de mettre en œuvre.



LA QUESTION DE LA CAPACITÉ DE DÉFENSE TERRITORIALE :

LES DRONES ET LES PROTECTIONS BÉTONNÉES

La question du contrôle zonal a un grand rapport avec les drones. Ce n'est pas vraiment le cas pour l'invasion de l'Ukraine. L'armée russe a au départ totalement évité de les employer, l'Ukraine les utilisant massivement. On parle ici de deux types de drones : il y a ceux qui permettent de larguer des explosifs, à l'instar du Bayraktar TB2 de fabrication turque, et il y a ceux qui permettent la reconnaissance.

Il va de soi que, dans une guerre civile, ce seraient ces derniers drones qui seraient le plus employés, de part et d'autres d'ailleurs.

Il faut cependant noter ici que, bien évidemment, une armée conventionnelle sait bien plus facilement quoi faire tactiquement des informations acquises. Elle a des soldats capable de mettre en place un schéma tactique utilisant des combinaisons très poussées entre les forces employées, avec un niveau d'entraînement qui peut valoir ce qu'il vaut, mais qui est existant.

Même l'utilisation des drones du côté populaire ne modifierait pas une situation de défensive, par ailleurs difficile sur le plan technique. L'exemple ukrainien informe ici de très nombreux éléments. Il ne suffit pas de tendre de grands draps afin de masquer la vue aux drones, encore faut-il également disposer de protections en béton (soit du mortier pour faire du ciment, du sable et de l'eau, en proportion 1:2:3), le mieux étant d'y ajouter des barres de métal pour les renforcer.

En effet, le bois ne résiste pas aux balles plus avancées employées par les armées moderne, le sable ne résiste pas aux explosifs. Les images de petites barricades composées de tels éléments qu'on a pu voir dans les médias présentant les préparations dans les villes ukrainiennes pour résister à l'invasion ne servent en fait pas à grand-chose.

C'est là qu'on s'aperçoit à quel point on est dans une situation totalement différente de la Commune de Paris en 1871. Une armée conventionnelle peut d'ailleurs frapper sans avoir même à approcher réellement de trop près une zone à maîtriser, avec les tireurs d'élite.

LA QUESTION DE LA CAPACITÉ DE DÉFENSE TERRITORIALE :

LES SNIPERS

Il est bien connu que les snipers ont joué un rôle meurtrier dans la guerre en Yougoslavie ou encore dans combats urbains américains en Irak. Le principe est simple : il n'est pas tiré d'une fenêtre, trop facilement repérable, mais il est fait un petit espace dans un endroit lui-même masqué le plus possible. Les snipers ont comme fonction d'agir de manière autonome, en paralysant toute une zone en raison de leurs activités meurtrières. Il n'est en effet plus possible de passer sans être touché ou risqué d'être touché. Et il est très difficile de repérer les snipers, puis de les neutraliser.

Il va de soi qu'on parle ici d'un matériel de haute précision, avec des gens très bien formés. Les armées russe et ukrainienne disposent bien entendu de cela, mais c'est surtout dans un front figé ou dans un environnement urbain que cela prend pleinement son sens, et il n'y a aucun compte-rendu à ce niveau.

On peut toutefois justement dire qu'un soulèvement populaire ne disposerait pas d'une telle option, alors que ce serait à l'inverse le cas du vieil État pratiquant la contre-insurrection.

LA PROPORTION DES ASSAILLANTS EN MILIEU URBAIN ET LE RAPPORT PSYCHOLOGIQUE AU SOULÈVEMENT



Le paradoxe à tout cela, c'est que les doctrines militaires disent qu'à armes et forces égales, la proportion de combattants nécessaires est 1:1, que dans un environnement urbain sans protection particulière il est de 3:1 (soit trois assaillants pour un défenseur), alors que dans un environnement urbain fortifié, on passe à 5:1 – 10:1 (entre cinq et dix assaillants pour un défenseur).

Comment expliquer cela alors que, sur le papier, il est évident que tout assaillant disposant de forces plus développées ne peut que maîtriser un adversaire fortifié, comme l'ont fait les forces impérialistes américaines en Irak ?

C'est que tout dépend de la capacité à structurer la défense, et donc de la mobilisation populaire et ses implications psychologiques.

L'Ukraine est un pays qui est envahi et par conséquent, que la population le veuille ou non, elle est obligée de concéder qu'une généralisation du système défensif est nécessaire.

Il y a là une pression psychologique immense imposée par la situation, par l'attaque d'un ennemi. Il faut dire concéder, car si la situation est mieux qu'en Irak, il n'y a pas pour autant d'élan national de grande ampleur, avec une mobilisation à grande échelle – il faudrait un régime démocratique-populaire ou socialiste pour cela.

Dans le cadre d'un soulèvement populaire, c'est tout à fait différent, bien entendu. Les masses font le choix de se révolter – elles pourraient ne pas le faire.

Or, dans quelle mesure sont-elles prêtes à stocker de l'eau en masse pour tenir dans le cas où il n'y a plus d'accès à l'eau potable ?

Sont-elles capables d'avoir anticipé et stocké de la nourriture ? Sont-elles en mesure de creuser des tunnels, d'organiser des points de repli pour les combattants ? Sont-elles prêtes dans un tel cadre à accepter de démolir des logements – peut-être même leur propre logement –, des bâtiments, pour organiser un système de défense impliquant un point de non-retour à ce niveau sur le plan de la vie privée ?

C'est une chose que des gens se prennent en main, comme en Ukraine, pour aller dans des ateliers fabriquer des « hérissons tchèques » au moyen de poutres en métal, afin de ralentir l'ennemi et d'en faire une cible plus facile à atteindre.

C'est une autre chose que d'avoir une population, qui n'est pas dans le cadre d'une invasion, qui décide d'employer tous les moyens à sa disposition pour installer un véritable périmètre militaire dans le cadre d'une guerre civile, de contrôler les rues en formant un « S » au moyen d'obstacles pour ralentir le périmètre des véhicules, etc.

C'est là qu'on rentre dans la dimension populaire de la question. Soit le peuple puise dans toutes ses forces – et alors il est invincible –, soit il est broyé par une machine militaire réactionnaire visant à engloutir ses forces éparpillées.

Dans quelle mesure le peuple peut-il être le peuple dans une situation de soulèvement ?

LA QUESTION DE LA COMMUNICATION

L'armée russe, dans le cadre de son invasion, a demandé à ses soldats de ne pas utiliser leurs téléphones portables. Il y a ici trois aspects : tout d'abord, par les réseaux sociaux il est possible de donner des informations à l'ennemi. Ensuite, les communications peuvent être interceptées et des informations significatives révélées.

Enfin, un nombre important de téléphones à un endroit révèle de fait l'emplacement des troupes. Les mercenaires partis en Ukraine et logés dans un bâtiment tout à l'Ouest du pays l'ont par exemple payé cher, treize Britanniques ayant utilisé leur téléphone, permettant à l'armée russe de repérer l'endroit d'où venait ces communications et de le bombarder.

Qu'en serait-il dans un soulèvement populaire ? Qui dit soulèvement dit mouvement populaire, volonté de diffuser la révolte. Cela irait de pair avec la diffusion de photographies et d'informations forcément préjudiciables au soulèvement, permettant au vieil État d'avoir un aperçu sur ce qui est en place.



Celui-ci peut également, à l'inverse, bloquer l'utilisation des communications dans une zone bien déterminée, empêchant les gens de se relier entre eux, alors que l'armée dispose elle, par principe, de son propre système sécurisé de communication, sans parler des photographies satellites à sa disposition.

Comment un soulèvement populaire peut-il se relier au niveau national, et même au niveau local, sans communications téléphoniques ? Comment peut-il se coordonner ?

C'est là bien entendu une question essentielle.

DES ZONES SÉPARÉES ?

Cette question de la communication est très proche de celle des zones séparées, c'est-à-dire séparées les unes des autres. L'invasion russe a amené l'existence de zones ukrainiennes séparées les unes des autres, soit que certaines sont encerclées, soit que le lien direct n'est pas maintenu car trop menacé. Il y a cependant des communications permettant de savoir où les choses en sont.

Et, dans tous les cas, même dans le cas d'une occupation, l'objectif de la libération nationale rendrait clair l'objectif stratégique, quitte à une absence de communication entre les forces. Qu'en seraient-ils dans un soulèvement populaire ? Il faut noter ici que, depuis qu'il y a des États modernes, aucun mouvement insurrectionnel n'a réussi concrètement à maintenir une centralisation poussée.

En Allemagne de l'Ouest, cela avait d'ailleurs été immédiatement le parti-pris de la Fraction Armée Rouge au début des années 1970, qui a dit : nous faisons la guérilla urbaine, mais nous savons que le centralisme démocratique est par définition impossible en raison de la capacité de surveillance de l'État.

La RAF ne s'est jamais développée au-delà de la taille d'un réseau, mais si l'on regarde les Brigades Rouges en Italie, on peut voir que soit la centralisation a abouti à des arrestations systématiques, soit il y a un processus semblant inévitable de séparation des colonnes, jusqu'à leur indépendance en pratique. Le Parti Communiste du Pérou a connu, après l'arrestation de son dirigeant Gonzalo en 1992, le même processus de division régionale selon les bases.

Les mouvements islamistes des années 1990-2010 semblent avoir observé ce phénomène et l'avoir assimilé. Al-Qaïda a divisé localement ses branches, se contentant d'une faction dirigeante sur le plan idéologique, misant sur le très long terme pour une victoire considérée comme relevant d'un processus mondial tourmenté.

L'État islamique, qui à l'opposé a choisi d'instaurer un pouvoir territorial, a pourtant en même temps toujours divisé son « État » en Wilayas, c'est-à-dire en faction régionales. Il est vrai toutefois que l'islamisme systématise la dimension patriarcale-tribale de l'Islam et que ces mouvements reposent par définition sur des chefs locaux à qui on prête allégeance, les chefs prêtant eux-mêmes allégeance au grand chef. C'est cependant notable que ce choix de la décentralisation dans un cadre insurrectionnel.

Il y a d'ailleurs un théoricien islamiste majeur, le Syrien Abou Moussab al-Souri, qui aborde cette question dans son « Appel à la résistance islamique mondiale », une somme de 2 000 pages. Il y prône en effet un djihad décentralisé sur lequel il a été beaucoup fantasmé par les experts, avec beaucoup d'extrapolations sur le mot d'ordre « nizam la tanzim », soit « un système et pas un mouvement (structuré) ». On est en effet ici dans le nihilisme millénariste, pas dans la mise en place d'un réel système d'opérations calibrées selon une idéologie.

C'est que cette question est en fait à l'ordre du jour historiquement, un État moderne ayant de telles capacités que, par définition, il est en mesure de démanteler une structure formant une opposition formelle dès qu'elle s'expose de trop, ce qui arrive très vite dans une société moderne. D'ailleurs, la tentative des Basques d'ETA de contourner la question en scindant une branche légale et une branche illégale a totalement échoué, l'État espagnol n'étant nullement dupe et brisant les structures légales.

Il va de soi de toutes façons que ces considérations sont purement générales, étant donné qu'on parle de structures n'ayant nullement les mêmes idéologies, les mêmes objectifs, etc., et c'est là bien entendu que réside la faiblesse de toute considération formelle à ce sujet, car anti-historique.

Toute lecture pragmatique-machiavélique d'un éventuel soulèvement populaire est condamnée par avance ; chaque étape de la lutte des classes est politique et ne peut être comprise que politiquement, à partir d'une subjectivité révolutionnaire sur une position d'avant-garde. Il n'existe pas de « manuel » pour un soulèvement, et si l'Internationale Communiste en a réalisé un, de manière collective et signé sous le nom de « Neuberg », il est passé à la trappe de l'histoire de par sa dimension purement formelle, techniciste.

LA DIMENSION LOGISTIQUE

Dès le début de la guerre fin février 2022, l'Ukraine a affirmé avoir été en mesure de réaliser de grandes choses en procédant à la destruction des camions russes venant approvisionner les troupes en nourriture et en carburants.

Le régime ukrainien affirme même avoir été en mesure de casser l'offensive russe dans le nord du pays (soit au-dessus de Kiev) en étant capable de harceler justement les véhicules d'approvisionnement. Cela aurait été à un tel point que de nombreux véhicules militaires russes seraient tombés en panne d'essence et aurait pu être récupérées par l'armée ukrainienne, alors que les soldats russes manquaient même de nourriture.

Cette question est l'une des plus essentielles. Si un soulèvement populaire est, pour ainsi dire, fait de bric et de broc, reposant sur le génie populaire, une armée conventionnelle déraile dès qu'il y a un élément de sa mécanique qui n'est plus en place. Qu'il manque un élément d'une chaîne de commandement, un approvisionnement en nourriture ou en carburants, des remplacements des soldats blessés alors que ceux-ci doivent aller à l'arrière se faire soigner, des munitions, des pièces détachées pour réparer des véhicules... et les forces d'une armée conventionnelle sont très rapidement désorientées.

C'est qu'à l'inverse du peuple, dont la capacité productive, « créative », est sans limites, une armée conventionnelle d'un régime condamné historiquement a un horizon borné. C'est pour cela qu'une armée réactionnaire se précipite toujours plus dans un conflit perdu dans la spécialisation, avec des armes spéciales mises en place pour l'occasion, des escadrons de la mort, etc., afin de chercher à compenser les soldats inefficaces. Les deux exemples les plus connus sont, juste avant leur défaite, les « wunderwaffe » (armes miraculeuses) qu'espéraient mettre en place l'Allemagne nazie et la formation par Benito Mussolini d'une « République de Salo » avec une idéologie légionnaire pour tenter de ré-impulser l'esprit de corps des troupes.

La question de la logistique est indubitablement un aspect essentiel de tout affrontement.

LA QUESTION DES PRISONNIERS

Il est tout à fait certain que l'armée ukrainienne a commis de multiples crimes de guerre à l'encontre des soldats de l'armée russe. L'article 13 de la convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre stipule que :

Les prisonniers de guerre doivent être traités en tout temps avec humanité. Tout acte ou omission illicite de la part de la Puissance détentrice entraînant la mort ou mettant gravement en danger la santé d'un prisonnier de guerre en son pouvoir est interdit et sera considéré comme une grave infraction à la présente Convention.

En particulier, aucun prisonnier de guerre ne pourra être soumis à une mutilation physique ou à une expérience médicale ou scientifique de quelque nature qu'elle soit qui ne serait pas justifiée par le traitement médical du prisonnier intéressé et qui ne serait pas dans son intérêt.

Les prisonniers de guerre doivent de même être protégés en tout temps, notamment contre tout acte de violence ou d'intimidation, contre les insultes et la curiosité publique.

Les mesures de représailles à leur égard sont interdites.

Or, l'armée ukrainienne a exhibé des prisonniers russes, a organisé des mises en scène où des prisonniers dénonçaient le régime russe ; des prisonniers russes ont été maltraités voire il leur a été tiré dessus. Le commandement général des forces ukrainiennes a même publié un communiqué, enlevé quelques minutes après, affirmant que les membres de l'artillerie russe seront « saignés comme des porcs ».

C'est assez représentatif d'un régime ukrainien construit sur une base à la fois nationaliste et vendue à la superpuissance impérialiste américaine. Cela étant, une armée conventionnelle prévoit normalement toujours qu'elle aura à faire face à la gestion de soldats ennemis faits prisonniers. Cela exige une intendance pour les loger (de manière enfermée), de les nourrir et de les surveiller.



Cela exige une intendance pour les loger (de manière enfermée), de les nourrir et de les surveiller. Dans le cadre d'un soulèvement, il existe un décalage toutefois immense entre le régime cherchant à se préserver et les forces populaires organisées sur le tas. En effet, le régime dispose de bases militaires et de commissariats de police, ou de grands locaux de toutes façons s'il doit faire face à un emprisonnement massif.

Mais comment des forces populaires peuvent-elles gérer des prisonniers alors que leur situation matérielle est précaire, avec une capacité de violence révolutionnaire réalisée sur le tas ? Le problème est à la fois matériel et psychologique, car il faut savoir quoi en faire en tant que tel mais également avoir à l'esprit de savoir les gérer suivant les principes de la morale révolutionnaire.

C'est là un défi et on sait que, sur ce point, toute révolution est à la fois simple et complexe : d'un côté, il y a toujours de nombreux éléments des forces réactionnaires comprenant qu'ils sont dans le mauvais camp, de l'autre la révolution, comme l'a dit Mao Zedong, n'est pas « un dîner de gala ».



LA GUERRE INFORMATIONNELLE, LA GUERRE PSYCHOLOGIQUE

La guerre en Ukraine a dès le départ été marquée par une très intense guerre psychologique ukrainienne, avec des fausses informations diffusées massivement afin de faire apparaître l'armée russe comme criminelle et de parler de victoires ukrainiennes en série.

C'est une véritable opération de guerre psychologique, menée de manière professionnelle. C'est un aspect qui, de fait, relève désormais directement de l'appareil militaire lui-même. Il n'est pas attendu un conflit pour réfléchir à la question ; tous les outils pour agir en ce sens sont mis en place en amont, c'est tout à fait assumé.

Dans le cadre d'un soulèvement populaire, il va de soi qu'il en sera de même. Le matraquage sera énorme, le bourrage de crâne systématique, les accusations mensongères à la fois nombreuses et odieuses. Et, ce qui apparaît ici clairement, c'est qu'il ne sera pas possible d'y répondre. Dans le cadre de la guerre en Ukraine, le régime ukrainien dit une chose, le régime russe dit une autre chose, mais il n'y a pas d'échanges, car les médias de l'ennemi sont interdits ou bloqués de chaque côté. Il y a donc un discours unilatéral, qui se diffuse autant que possible, sans freins.

On parle toutefois là de deux États. Dans le cadre d'un soulèvement populaire, l'ancien régime conserve ses moyens médiatiques. Si la presse peut être bouleversée, il lui reste la télévision, la radio et internet. Il peut ici faire ce qu'il veut.

Le camp du soulèvement populaire ne disposera naturellement pas de cela. Internet sera totalement contrôlé, censuré ou coupé et il n'y a pas les moyens concrets de mettre en place une chaîne de télévision ou une radio.

Ce qu'on peut voir avec la guerre en Ukraine, c'est que de nombreuses courtes vidéos ont été diffusées, principalement sur le réseau social TikTok. Cependant, cela n'a pas d'impact réel, si ce n'est d'accompagner un événement en cours.

Il y a ici une question fondamentale qui se pose pour le camp du soulèvement et cela montre encore une fois que ce qui se joue, c'est la capacité du peuple à puiser en lui-même, s'il parvient à comprendre que ses ressources sont illimitées.

On voit également que le niveau de conscience des masses va jouer sans commune mesure dans un contexte d'immense pressions propagandistes de la part du régime. Ce dernier ne reculera devant strictement rien pour se maintenir en place.



Ce qui se joue ici, c'est clairement la capacité des communistes à disposer d'une pensée-guide qui, se répandant dans les masses, confie suffisamment de force pour assumer un haut niveau de confrontation à tous les niveaux.

LA CORRUPTION

La guerre en Ukraine a montré que cette démarche est désormais systématique dans les conflits. Le régime ukrainien a immédiatement proposé justement à la fois une amnistie et une importante somme d'argent aux soldats russes désertant et collaborant avec l'armée ukrainienne.

C'est là quelque chose d'important, car cela signifie que la tentative de générer des défections, sous la forme de repentis ou de dissociés, n'est pas conçu sur le tas, mais est théorisé en amont. La tentative de corruption fait désormais partie de la panoplie des outils militaires.

Il apparaît de plus que dans un environnement urbain, il est capital de disposer d'informateurs pour agir. Le régime ukrainien a pour ce faire mener des campagnes systématiques pour débusquer ceux diffusant des informations à l'armée russe.



Il est ici possible que dans les premiers jours du conflit, le régime ukrainien a réussi à démanteler des réseaux russes entendant faciliter des interventions ciblées sur Kiev de la part de l'armée russe.

Tout cela est encore plus vrai dans le cadre d'une guerre civile. Afin de s'opposer à la diffusion d'une pensée-guide, l'ancien régime cherche à utiliser massivement la corruption. En proposant une combinaison d'amnisties et de sommes d'argent, le régime veut affaiblir le camp ennemi et glaner des informations utiles, tant sur le plan pratique que pour comprendre comment fonctionne son adversaire.

LES VILLES ET LES CAMPAGNES COMME CLEFS

La guerre en Ukraine pose naturellement la question de la séparation entre les villes et les campagnes. Les campagnes sont prétextes à des mouvements plus larges, alors que les villes, de par leur densité, implique une action militaire offensive, en l'occurrence de la Russie, bien plus difficile à mettre en place.

Mais une telle lecture est formelle. La question réelle qui se pose est de savoir dans quelle mesure la contradiction entre les villes et les campagnes a posé le terrain propice pour la guerre populaire.

Il est bien connu que la révolution russe repose sur une alliance ouvrière et paysanne, avec une démarche insurrectionnelle dans les villes puis une armée rouge agissant dans les campagnes contre les armées blanches. En Chine, ce fut la démarche inverse, avec une guerre paysanne permettant à des zones libérées de former des bases d'appui pour la conquête des villes.



Mais, dans un pays capitaliste, il n'y a plus de paysans, qui deviennent des agriculteurs rejoignant d'une manière ou d'une autre le prolétariat ou la bourgeoisie. Il n'y a plus d'un côté les ouvriers dans les villes et les paysans dans les campagnes, avec une alliance nécessaire.

La séparation radicale entre les villes et les campagnes réalisée par le capitalisme est, en même temps, une unification de ces deux pôles dans une rurbanisation aliénante qui est, concrètement, le réel lieu de vie du prolétariat métropolitain.

On peut même dire que le chaos complet que forme la géographie rurbanie est le terrain même du soulèvement populaire et de ses possibilités de réussite. C'est en fait l'une des leçons, peut-être la seule au sens strict, que l'on peut tirer de la guerre en Ukraine. Les armées russe et ukrainienne s'affrontent sans réellement savoir quels sont les objectifs, à part de défaire l'adversaire.

Les notions les plus élémentaires de commandement et de contrôle sont caduques, car la Russie n'entend pas « conquérir » au sens strict, et que l'Ukraine est dans une posture défensive tout en ne défendant pas les intérêts nationaux ukrainiens, mais ceux de la grande bourgeoisie ukrainienne liée à la superpuissance impérialiste américaine et ses alliés/valets.

Les deux armées réactionnaires ne peuvent pas réellement appréhender le territoire. C'est là quelque chose qu'il faut fondamentalement étudier. Les guerres impérialistes du passé se déroulent désormais dans un environnement façonné par le capitalisme à tous les niveaux. Cela change tout.

L'époque elle-même, sur tous les plans matériels, fournit les contradictions révolutionnaires. Cela exige d'autant plus une étude approfondie de la réalité matérielle dans ce qu'elle fournit la matière elle-même de la révolution, pour la révolution, comme partie intégrante de la vision communiste du monde. Sans cela, il n'y a aucune crédibilité dans la proposition révolutionnaire. ■

« Il n'y aura pas de rôle dirigeant des marxistes-léninistes dans les futures luttes de classes si l'avant-garde ne tient pas elle-même la bannière rouge de l'internationalisme prolétarien et si l'avant-garde ne répond pas elle-même à la question de savoir comment sera érigé la dictature du prolétariat, comment le pouvoir politique du prolétariat doit être exigé, comment le pouvoir de la bourgeoisie doit être brisé, si elle n'est pas prête avec une pratique à y répondre. »
(Fraction Armée Rouge, Sur la conception de la guérilla urbaine, 1972)



LE SENS DU RALLIEMENT DE L'ÉGLISE RUSSE À LA GUERRE MENÉE EN UKRAINE PAR LE RÉGIME DE VLADIMIR POUTINE

Tous les réactionnaires sont des tigres en papier.

En apparence, ils sont terribles, mais en réalité, ils ne sont pas si puissants.

A envisager les choses du point de vue de l'avenir, c'est le peuple qui est vraiment puissant, et non les réactionnaires.

Mao Zedong



1. La nature du régime russe

La bureaucratie capitaliste russe s'est jetée dans la guerre de par l'accumulation des pressions du mode de production capitaliste, dans le cadre du déclenchement de la seconde crise générale du capitalisme.

Cette accumulation des pressions a d'abord eu lieu à marche forcée et chaotique dans les années 1990, puis dans le cadre d'une mise en forme institutionnelle structurée autour de grands groupes monopolistiques, issus des conglomérats soviétiques privatisés, et du complexe militaro-industriel depuis le début des années 2000.

Cette bureaucratie soudant l'appareil de sécurité et de répression, issu de la décadence sociale-impérialiste de l'URSS révisionniste à partir des années 1960, aux oligarques, c'est-à-dire aux groupes semi-mafieux ayant mis la main sur les appareils de production industrielle ou minière dans la foulée de l'effondrement de l'Union soviétique, est donc directement le fruit, sinon l'aboutissement de la Perestroïka menée par Mikhaël Gorbatchev dans les années 1980.

Pour le dire de manière très claire, l'aspect principal à saisir pour comprendre la situation de la Russie aujourd'hui, et donc son engagement dans la guerre impérialiste

contre l'Ukraine, c'est avant tout la réussite de son entrée et de son insertion dans le mode de production capitaliste.

On doit bien entendu comprendre que le capitalisme dont il est ici question est un capitalisme bureaucratique, appuyé sur une bourgeoisie faible, étroite et liée à un État militarisé. En ce sens, nous pouvons parler de « capitalisme national-bureaucratique ».

Ce capitalisme national-bureaucratique ne laisse aucun espace réel au développement d'une soi-disant « démocratie bourgeoise », c'est-à-dire d'un régime libéral sur le plan politique comparable aux États bourgeois plus avancés, comme ceux d'Europe de l'Ouest notamment.

Cela est d'autant vrai plus qu'il ne doit son émergence et son développement qu'à son insertion périphérique dans le capitalisme mondialisé, largement dominé par les pays occidentaux, qui conservent et entendent tout faire pour conserver une position hégémonique face à un pays comme la Russie.

La Russie est donc entrée dans le capitalisme par un chaotique mélange entre les magouilles et les corruptions souvent violentes prolongeant la Perestroïka, et par la « transition » économique vers une économie de rentes, minières et plus largement énergétiques,

permettant le maintien d'une industrie se polarisant de plus en plus autour du complexe militaro-industriel.

On peut considérer cette émergence comme une sorte de succès si on s'en tient aux standards du capitalisme, et c'est ce que le régime de Vladimir Poutine, qui a structuré sous sa forme actuelle le capitalisme bureaucratique russe, a toujours entendu promouvoir. En cela, la Russie est conforme à d'autres États dits « émergents » dans le capitalisme mondialisé depuis les années 1980-1990, des États semi-capitalistes bureaucratiques semi-coloniaux comme l'Inde, le Brésil ou la Turquie voire l'Iran, avec lesquels on retrouve avec la Russie des traits communs sur tous ces plans.

Bien sûr, et forcément, des tensions ont été générées au fur et à mesure du développement de cette « émergence » de nombreux États comme puissance impérialiste (pour la Russie et la Chine), ou comme puissance expansionniste (comme l'Inde, l'Iran, le Brésil, la Turquie).

Des tensions externes tout d'abord, poussant ces pays à vouloir de plus en plus se faire une « place au soleil », alors que l'hégémonie militaire et diplomatique de l'Occident était de plus en plus contestée. Qui a vécu cette époque a forcément vu comment dans les années 2000 ces États ont entretenu l'idée d'une « mondialisation alternative » de manière toujours plus agressive.

Cela va aussi avec des tensions internes :

avec l'émergence d'un marché national, il y a notamment l'élévation relative mais réelle du niveau de vie et la multiplication des contradictions démocratiques au sein du peuple, face à l'appareil d'État et face au capitalisme bureaucratique national, ses oppressions et sa corruption.

De toutes ces contradictions, c'est l'émergence de la Chine, ayant quasiment réussi à se hisser au niveau des pays les plus avancés du capitalisme, qui a les effets les plus dangereux. C'est aussi ce qui ouvre un espace aux confrontations de plus en plus directes entre pays capitalistes, avancés et émergents, en mesure de se jeter dans l'aventure impérialiste pour solder ces contradictions.

La Russie est donc avant tout un tel pays.

Cela dit, le développement du capitalisme national-

bureaucratique russe s'est accompagné de celui d'une culture nationale propre et reformulée, en mesure de donner une certaine profondeur au processus et d'entraîner les masses à le soutenir. Cela était fondamentalement nécessaire car sans les masses, rien n'est possible.

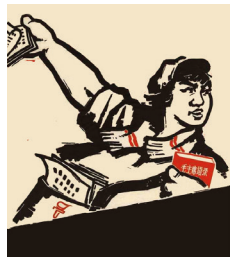
Sur ce plan, le régime de Vladimir Poutine a ainsi permis à l'État russe de développer une quasi-idéologie pour habiller ce processus en lui donnant une perspective. La croissance économique et le retour à une certaine stabilité au début des années 2000 a permis aussi de donner un certain élan à cette idéologie.



Bien sûr, les commentateurs bourgeois n'ont ici rien compris à ce processus, cherchant tantôt à l'expliquer comme une sorte de retour au « stalinisme ».

Il est par là de fait en rien réellement question de l'héritage de Staline en terme socialiste, mais en l'espèce à la formation d'un régime centralisé, policier ou du moins répressif, et pratiquant le « culte de la personnalité », ou tantôt comme une sorte de retour à une « civilisation » russe profonde et millénaire dont, comme de bien entendu, tous les traits caractéristiques (c'est-à-dire en substance les mêmes que ceux du « stalinisme » de fantaisie précédemment évoqué, le christianisme orthodoxe en plus) se retrouvaient dans le régime actuel.

Il n'est dans un tel cadre pas question du mode de production capitaliste en tant que tel, sinon pour dire que cela expliquerait la « puissance » russe retrouvée, ni de la Perestroïka, sinon pour en déplorer « l'échec » bien peu vérifiable pourtant, ni bien sûr de l'impérialisme occidental et de ses permanentes provocations à l'égard de la Russie tout au long de ces années, notamment à travers l'action toujours plus agressive de l'OTAN.



Au cours du processus de son développement toute révolution qui lutte pour le prolétariat comme classe dirigeante et, surtout, pour le Parti Communiste, ce défenseur des inaltérables intérêts de classe, engendre un groupe de chefs et, principalement un qui la représente et la dirige, un chef doué d'une autorité et d'un ascendant reconnus.

Parti Communiste du Pérou, 1988

Un Staline de pacotille ou un Ivan le Terrible de foire, ce sont les explications les plus significatives de notre bourgeoisie paniquée face à une Russie produite par le succès même de son développement capitaliste. Si on peut parler ici de succès bien sûr.

Il faut dire que le régime capitaliste bureaucratique de Poutine a tout fait de son côté pour aller dans ce sens sur le plan formel-idéologique. Mais de son point de vue, c'était là avant tout un processus interne destiné à gagner les masses et à les entraîner dans la fuite en avant quand les tensions se sont accumulées, jusqu'au déraillement actuel.

Il a ainsi déjà été analysé très exactement et précisément la question idéologique de l'Eurasianisme, comme vision du monde développée par le régime en direction des masses, et éventuellement du reste du monde. Mais cette idéologie intellectuelle semi-féodale manque de relais institutionnels pour enserrer franchement les masses.



Le régime ne contrôle ni complètement les médias, ni les structures éducatives, notamment universitaires, ni les organisations de jeunesse par exemple, en raison même des nécessités relatives du développement du capitalisme. Il entend donc surtout peser par la force de la propagande et des « valeurs » et représentations véhiculées comme partagées par la majorité, sinon l'ensemble, de la population russe.

On serait donc bien en peine de pouvoir structurer clairement et de manière doctrinale cette idéologie du régime, en ce qu'elle entend à la base même se définir de manière intuitive et élémentaire, comme étant un ensemble de certitudes et de valeurs partagées de manière « naturelle ».

Aussi longtemps que le régime était relativement dans son élan, cela pouvait en soi suffire à donner au moins l'illusion que le régime et les masses convergeaient de manière « naturelle » sur le plan idéologique et que cela donnait au régime sa légitimité.

Les pressions de l'OTAN dans le Caucase au début des années 2000, puis en Ukraine dans les années 2010 ont entraîné un mouvement vers la guerre, commencée dès 2008 en Géorgie, puis approfondie en 2014 avec l'annexion de la Crimée et le séparatisme des « Républiques du Donbass ».

Incapable d'assumer un capitalisme complet, le régime russe a développé toujours plus l'idée que son capitalisme bureaucratique était en soi une sorte d'horizon abouti, ce qui impliquait nécessairement de laisser toujours plus s'exprimer les tendances semi-féodales, déjà élancées depuis les tendances révisionnistes de l'URSS de la fin des années 1950.

À défaut d'aller à la post-modernité du capitalisme, à l'image des métropoles de celui-ci dans les pays avancés (ce que l'on peut appeler le « turbo-capitalisme »), l'appui aux tendances réactionnaires semi-féodales, une fois celles-ci soudées au capitalisme bureaucratique du régime, a donné un souffle romantique inspirant aux idéologues gravitant plus ou moins autour du régime.

Cette même tendance a permis de donner une profondeur pseudo-historique à la modernité relative du capitalisme russe national-bureaucratique, en masquant ses contradictions internes derrière une opposition externe artificielle au capitalisme post-moderne des métropoles du capitalisme avancé.



Bien sûr seul le matérialisme dialectique permet de comprendre cet état de fait et son absurdité : c'est pourquoi nous pouvons dire que dans notre situation historique, le capitalisme se fait désormais face à lui-même, de fait.

Les capitalistes de Russie pensent défendre des valeurs face à la décadence post-moderne des métropoles des pays avancés, dans le cadre arriéré de leur propre capitalisme bureaucratique. Les capitalistes des pays avancés pensent affronter un nouveau « Staline » ou un « tyran asiatique » propre à la civilisation russe « réveillée ».

À proprement parler, comme nous l'avons dit, on pourrait suivre un processus comparable par exemple dans des pays comme l'Iran ou la Turquie, avec ici la forme « islamiste » de ces « valeurs » opposées aux métropoles du capitalisme avancé.

C'est de fait là tout un ensemble de reflets différents dans la forme du même phénomène sur le fond de ces tensions, entre pays capitaliste aux niveaux de développement contrastés et pris dans le jeu déterminé de leurs propres contradictions internes, externes et selon la toile de relations toujours plus complexes et inextricables.



2. La nature de l'Église catholique-orthodoxe de Russie

Comme illustration de ce processus de pseudo-opposition idéologique concernant la Russie, il est ici significatif de prêter attention aux évolutions idéologiques de l'Église catholique-orthodoxe de Russie.

Rappelons brièvement que sur le plan historique, cette Église est détachée du patriarcat de Rome, c'est-à-dire de l'Église catholique latine dirigée par le Pape depuis le Vatican, et appartient formellement aux Églises orthodoxes de tradition « byzantine », dont elle est un prolongement.

D'ailleurs, sa fondation, située par la tradition à la fin du Xe siècle, s'est faite dans le cadre de la Kievskaja Rus', la « Russie de Kiev », qui a été la commune matrice féodale des nations ukrainiennes et russes modernes.

Les relations avec les autres Églises orthodoxes se sont toutefois considérablement tendues depuis la première invasion de l'Ukraine en 2014, notamment avec les Patriarcats arabogrecs, qui revendiquent sur le Patriarcat de Moscou une antériorité traditionnelle devant s'imposer à lui.

Ces Patriarcats sont : Antioche, Jérusalem, Alexandrie auquel il est suggéré d'ajouter Chypre pour remplacer Rome. Mais cela est l'avenant selon les versions.

Il y a ici la question de ce que ces Églises appellent l'autocéphalie, c'est-à-dire une relative autonomie dans leur gestion interne, avec la reconnaissance d'une allégeance à un Patriarcat supérieur.

En théorie, les Églises autocéphales deviennent des membres de droit du concile des Églises orthodoxes selon le principe que l'Église russe appelle de son côté le sobornost, ou Assemblée conciliaire des Églises, chacune en étant un membre égal aux autres en théorie, selon l'ordre de leur fondation.

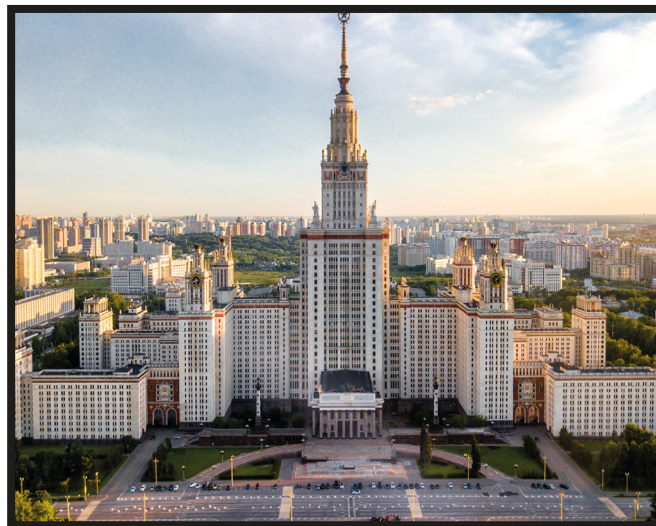
Le Patriarcat de Constantinople, siégeant dans le quartier du Pharnar à Istanbul, dont le titulaire actuel est le Patriarche Bartholomée, se revendique de plus en plus depuis la fin des années 1990 comme

pleinement œcuménique, c'est-à-dire qu'il aurait, lui seul ou avec les quatre autres patriarches « apostoliques » la pleine direction des Églises orthodoxes.

Le plus important est que cela revient à nier l'idée du « sobornost » défendu par l'Église russe.

En 1996, le Patriarche de Constantinople a ainsi détaché du Patriarcat de Moscou l'Église orthodoxe d'Estonie de manière complètement unilatérale.

Ceci dit, face à ces prétentions, la juridiction du Patriarcat de Moscou, et des Églises autocéphales qui en sont les satellites, est sans commune mesure avec celle des autres Patriarcats orthodoxes, y compris celui prétendument « œcuménique » de Constantinople.



Le Patriarcat de Moscou dispose d'une surface quasiment planétaire, recouvrant la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie, la Moldavie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Kirghizistan, la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie, le Japon, la Chine, la Mongolie, avec des antennes dans presque tous les pays.

Par exemple, près de 10% des chrétiens en Italie se déclarent aujourd'hui orthodoxes, et pour beaucoup d'entre eux, liés à Moscou.



Le Patriarcat de Moscou est aussi parvenu à étendre son influence hors de sa juridiction traditionnelle, par exemple, les quelques 250 000 Gagaouzes ou Gök-Oguz d'Ukraine et de Moldavie ont rallié son obédience dans les années 1990 plutôt que celle de Constantinople.

Mais une rupture nette a été engagée en 2018, lorsque le Patriarche de Constantinople Bartholomée a reconnu unilatéralement l'autocéphalie de l'Église d'Ukraine, et son rattachement à sa juridiction. Ce schisme n'a eu jusqu'alors qu'un succès limité, la plupart des cadres religieux et des fidèles orthodoxes d'Ukraine étant restés dans le giron de l'Église russe, mais sur le plan symbolique, ses effets ont été désastreux.

Cela d'autant plus que le Patriarche Bartholomée a le soutien appuyé du Pape catholique de Rome, semblant ainsi constitué un « front » contre l'Église russe.

Naturellement, le Pape catholique de Rome est également en première ligne dans le soutien au régime ukrainien, parlant au sujet de l'invasion russe d'un « massacre insensé, où chaque jour se répètent des horreurs et des atrocités », faisant en sorte fin mars 2022 de réaliser un « Acte solennel de consécration de l'humanité, et particulièrement de la Russie et de l'Ukraine, au cœur immaculé de Marie », étant en relation avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky, etc.

Il y a là une concurrence religieuse acharnée. C'est que largement soutenue par le régime

de Poutine, l'Église russe est en plein essor depuis la fin des années 1990, y voyant une sorte de réveil messianique dans le cadre de la modernité relative du capitalisme bureaucratique russe : de nombreuses fondations nouvelles ont été mises en place, le nombre de fidèles a augmenté, des écoles théologiques de haut niveau, comme l'Institut des Hautes Études Saints Cyrille et Méthode, ont ouvert, formant même désormais des cadres femmes et dont les diplômes sont mêmes reconnus par l'État.

L'Église russe constitue donc pour le régime une institution de choix pour le relais de

sa propagande auprès des masses. Et de fait, la conjonction s'est opérée, l'une et l'autre allant dans le même sens. L'Église russe a ainsi progressivement mis au point une notion idéologique destinée à justifier l'hégémonie

russe et sa dignité : celle de Russkii mir ou de Monde russe, qui postule que la Russie est la dépositaire impériale de la véritable chrétienté, comme bastion eschatologique de la vertu.

Dans cette perspective, Kiev est vue comme le berceau de l'orthodoxie russe, et toute velléité de détachement de l'Ukraine est considérée comme un assaut impie contre le bastion russe, et donc contre Dieu au bout du compte.

La tentative de schisme de l'Église ukrainienne opérée en 2018 par le Patriarcat de Constantinople a donc été analysée dans ce cadre comme une illustration de la faillite



de toute la chrétienté non russe, même orthodoxe, laissant le Patriarcat de Moscou comme seul et unique dépositaire de la foi orthodoxe et catholique.

C'est pourquoi l'Église russe a par exemple immédiatement rattaché toutes les Églises orthodoxes d'Afrique à sa juridiction, les coupant du Patriarcat d'Alexandrie, allié de Constantinople dans cette affaire, au point que cette dernière Église parle même d'une « invasion russe » en Afrique, accompagnant la présence militaire et parfois économique de l'État russe (notamment concernant l'accès à certaines ressources minières comme la bauxite en Guinée).

Il est aussi à noter que la direction de cet « exarchat » dissident en Afrique, c'est-à-dire de cette antenne de l'Église orthodoxe inféodée à Moscou, a été confiée à l'archevêque Léonide d'Erevan et d'Arménie, avec le titre d'exarque patriarcal d'Afrique, ayant la charge d'administrer le diocèse du nord de l'Afrique et, à titre temporaire, celui du sud du même continent. Ce cadre religieux n'est pas un membre de l'Église apostolique d'Arménie, majoritaire en Arménie, mais ce choix illustre aussi à sa manière la satellisation de cet État en vue de consolider le bloc russe dans le Caucase.

Jusqu'à l'invasion de l'Ukraine toutefois, l'Église russe n'a pas produit ouvertement de doctrine permettant d'alimenter le mysticisme « géopolitique » de l'Eurasianisme appuyé par le régime, se contentant d'entretenir et de développer sa position traditionnelle-féodale de la Sainte Russie comme « troisième Rome » et bastion de la véritable chrétienté.



3. Le ralliement de l'Église russe au régime

Le tournant de 2018 a ouvert un espace au développement de la tendance à la guerre, appelant nécessairement le capitalisme national-bureaucratique russe à structurer de manière plus élaborée son idéologie. En ce sens, Vladislav Sourkov, a formulé dès ce moment très clairement les choses.

Vladislav Sourkov est à la base un agent de la Perestroïka, notamment formé dans le cadre de la firme Transneft, entreprise monopolistique de l'exploitation pétrolière liée au régime.

Il est lui-même d'origine tchétchène, et il surtout connu pour avoir conceptualisé la notion de « verticale du pouvoir » et celle de « démocratie souveraine » produite par le régime national-bureaucratique de Vladimir Poutine pour se définir au début des années 2000.

Voici comment il expose les choses :

« La solitude ne signifie pas l'isolement total, mais l'ouverture infinie n'est pas envisageable non plus : chacune de ces options reviendrait à reproduire des erreurs passées. Or, le futur connaîtra ses propres erreurs ; celles du passé ne lui sont d'aucune utilité.

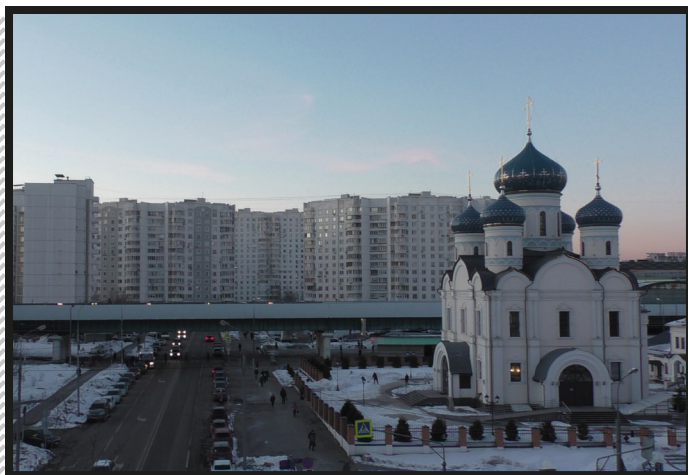
La Russie, sans aucun doute, va commercer, attirer des investissements, échanger des savoirs, combattre (car la guerre est aussi une manière de communiquer), prendre part à des projets communs, intégrer des organisations, rivaliser et collaborer, susciter de la peur et de la haine, de la curiosité, de la sympathie, de l'admiration. Seulement, elle le fera sans faux objectifs et sans désamour de soi.

Cela sera difficile. Plus d'une fois nous reviendra ce grand classique de la poésie nationale : « Tout autour, des ronces, des ronces, des ronces... mais putain, quand viendront les étoiles ? »

Ça sera quelque chose à voir... Et il y aura des étoiles. »

Cet intellectuel de grande envergure pour le régime pose ainsi clairement dès 2018 la tendance à la guerre dans le cadre d'un partage du monde capitaliste assumé, qui prendra selon lui la forme pour la Russie non d'un impérialisme de conquête, mais plutôt d'un repli, d'un isolement, assumant sa position eurasiatique. Reste donc à définir les limites de cette position « géopolitique », impliquant forcément l'Ukraine, et à donner la perspective, les « étoiles » ainsi qu'il le formule de manière poético-romantique, pour entraîner les masses dans cette fuite en avant.

Ce sont ces mêmes sinistres étoiles noires de la guerre impérialiste que le Patriarche de Moscou, Cyrille, entend allumer comme autant de cierges devant guider le peuple russe dans les ténèbres de l'effondrement du capitalisme, entraîné toujours davantage dans la crise qui le conduit à la guerre impérialiste générale.



Le Patriarche Cyrille a ainsi prononcé une homélie, alignant définitivement l'Église orthodoxe russe sur le régime après le déclenchement de l'invasion de l'Ukraine, le 6 mars 2022, soit le dimanche de la Saint-Jean, (« dimanche du pardon » pour l'Église orthodoxe de Russie), dernier dimanche avant le Carême, qui est dans la perspective idéologique-religieuse du christianisme orthodoxe-catholique, un temps mystique de rédemption, de purification, avant l'entrée, par le Sacrifice du Christ, dans le monde du Royaume des Élus.

Voici comment il présente la chose :

« Il s'agit de quelque chose d'autre et de bien plus important que la politique. Il s'agit du Salut de l'homme, de la place qu'il occupera à droite ou à gauche de Dieu le Sauveur, qui vient dans le monde en tant que Juge et Créateur de la création. »

La guerre en Ukraine n'est donc pas moins selon le Patriarche, considéré comme un guide religieux par des millions de personnes en Russie et dans les pays de sa juridiction, qu'une épreuve de vérité eschatologique, devant révéler au monde et devant Dieu qui sont les fidèles, et qui sont les infidèles.

C'est d'ailleurs pour appuyer cette dimension mystique abstraite que le Patriarche Cyrille a commencé son propos par une métaphore construite sur le printemps, afin de naturaliser sa perspective, de faciliter son impression dans l'esprit des masses comme une chose prolongeant les sens, la perception, donnant à sa perspective mystique une prétendue profondeur, et donnant au réel une dimension « spirituelle » qu'il prétend décoder, en proposant ainsi d'élever en apparence la conscience :

« De nombreux adeptes considèrent le carême comme un printemps spirituel. Il coïncide avec le printemps de la vie physique et est en même temps considéré par la conscience de l'Église comme un printemps spirituel.

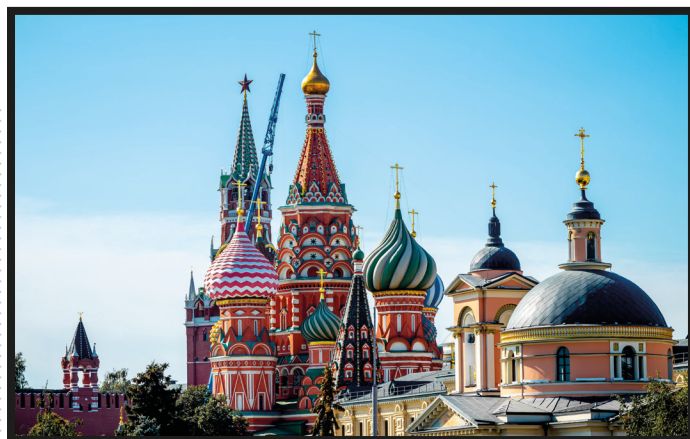
Et qu'est-ce que le printemps ? Le printemps est la renaissance de la vie, le renouveau, une nouvelle force. Nous savons que c'est au printemps que la sève puissante éclate à dix, vingt, cent pieds de haut, donnant vie à l'arbre.

C'est en effet un étonnant miracle de Dieu, un miracle de la vie. Le printemps est la renaissance de la vie, un certain grand symbole de la vie. Et c'est pourquoi ce n'est pas tout à fait par hasard que la principale fête de printemps est la Pâque du Seigneur, qui est aussi un signe, un gage, un symbole de la vie éternelle.

Et nous croyons qu'il en est ainsi, et cela signifie que toute la foi chrétienne, que nous partageons avec vous, est la foi qui affirme la vie, qui est contre la mort, contre la destruction, qui affirme la nécessité de suivre les lois de Dieu pour vivre, pour ne pas périr dans ce monde, ni dans l'autre. »

Il faut souligner ici à quel point les analystes bourgeois manquent complètement la substance idéologique de cette perspective.

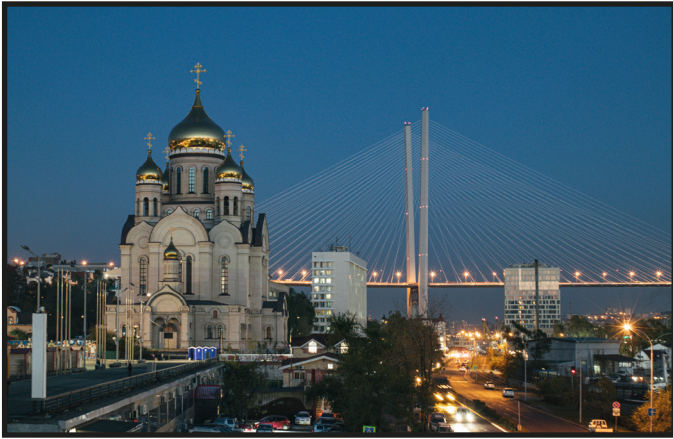
C'est du moins, et logiquement d'ailleurs, ceux de la couche intellectuelle de la bourgeoisie en France qui représentent son aile libérale « post-moderne », en particulier les intellectuels, très en vue dans le milieu de l'analyse « géopolitique » de l'actualité, participant à la revue en ligne « le Grand Continent », qui connaît un énorme succès. Ce site a d'ailleurs fort justement proposé une traduction en français de ce sermon, avec ce qui est présenté comme une analyse linéaire de mise en perspective de celui-ci.



On peut trouver utile le travail de traduction et de publication, gratuite, ce qui est à saluer, mais la superficialité de l'analyse mériterait à elle seule un article, tellement elle est significative de l'incapacité des intellectuels bourgeois de saisir le réel. Cela signifie que forcément la revue Crise ne pourra que croître, car comprendre le réel implique une juste possession de la science, appuyée sur une ligne idéologique solide, articulée à la pratique et à la connaissance des masses, arrimée à elles.

Les intellectuels bourgeois proposent ainsi de réduire le sermon à un « discours », en prétendant déconstruire son « complotisme », sa mauvaise foi, son alignement complet

sur l'idéologie du régime (ce qui est ici la seule chose exacte), sans manquer de préciser comme « au temps de l'Union soviétique », mais sans préciser non plus de quel temps de l'URSS il est ici question. Mais on saisit de toute façon le clin d'œil « anti-totalitaire » propre aux libéraux post-modernes.



Le plus grave, est de penser que ce sermon ciblerait les orthodoxes d'Ukraine comme « l'ennemi à abattre », faisant dire au Patriarche ce qu'il ne dit pas, de manière très significative, car en fait le Patriarche Cyrille dit très clairement au sujet des adversaires de la Russie dans cette guerre :

« Nous ne condamnons personne, nous n'invitons personne à monter sur la croix, nous nous disons simplement : nous serons fidèles à la parole de Dieu, nous serons fidèles à sa loi, nous serons fidèles à la loi de l'amour et de la justice, et si nous voyons des violations de cette loi, nous ne supporterons jamais ceux qui détruisent cette loi, en effaçant la ligne de démarcation entre la sainteté et le péché, et surtout ceux qui promeuvent le péché comme modèle ou comme modèle de comportement humain. »

Il n'y a pas ici l'ombre de la construction d'un ennemi au sens par exemple où le fascisme le construirait. C'est même là l'illustration d'une perspective mystique-religieuse qui différencie de manière caractéristique cette proposition idéologique avec celle

que proposerait une ligne nationaliste de type fasciste, qui serait d'ailleurs plutôt le propre d'un État avancé du capitalisme, qui disposerait d'un appareil policier plus développé et aurait à faire face à une société civile plus complexe.

Dans le principe, une énorme partie des masses de la planète se retrouverait dans l'esprit de ce sermon. Il pourrait tout aussi bien s'énoncer dans le cadre de l'islam ou du nationalisme « néo-confucéen » du régime chinois par exemple. Adressé aux Ukrainiens, dont une partie importante se considère comme fidèles de l'Église orthodoxe liée au Patriarcat de Moscou, il en appelle au rejet du schisme, à l'unité et à la fidélité, au nom de la pureté théologique et morale qu'incarnerait l'Église russe.

Il ne s'agit pas de désigner un ennemi, mais de lutter pour des « valeurs ». C'est là une perspective semi-féodale anti-moderne qui se distingue justement du fascisme au sens strict. Ne pas le comprendre, c'est prouver que l'on ne comprend ni le fascisme, ni même la pensée semi-féodale des religions, sur laquelle s'appuient volontiers les régimes du capitalisme bureaucratique comparables à la Russie pour se donner une profondeur et une perspective idéologique.



« Aujourd’hui, il existe un test de loyauté envers ce pouvoir, une sorte de laissez-passer vers ce monde « heureux », un monde de consommation excessive, un monde de « liberté » apparente. Savez-vous ce qu’est ce test ?

Le test est très simple et en même temps terrifiant : il s’agit d’une parade de la gay pride. La demande de nombreux pays d’organiser une gay pride est un test de loyauté envers ce monde très puissant ; et nous savons que si des personnes ou des pays rejettent ces demandes, ils ne font pas partie de ce monde, ils en deviennent des étrangers. Mais nous savons ce qu’est ce péché, qui est promu par les soi-disant « marches de la fierté ». C’est un péché qui est condamné par la Parole de Dieu – tant l’Ancien que le Nouveau Testament. Et Dieu, en condamnant le péché, ne condamne pas le pécheur. Il l’appelle seulement à la repentance, mais ne fait en aucun cas du péché une norme de vie, une variation du comportement humain – respectée et tolérée – par l’homme pécheur et son comportement.

Si l’humanité accepte que le péché n’est pas une violation de la loi de Dieu, si l’humanité accepte que le péché est une variation du comportement humain, alors la civilisation humaine s’arrêtera là. Et les gay pride sont censées démontrer que le péché est une variante du comportement humain. C’est pourquoi, pour entrer dans le club de ces pays, il faut organiser une gay pride. Pas pour faire une déclaration politique « nous sommes avec vous », pas pour signer des accords, mais pour organiser une parade de la gay pride.

Nous savons comment les gens résistent à ces demandes et comment cette résistance est réprimée par la force. Il s’agit donc d’imposer par la force le péché qui est condamné par la loi de Dieu, c’est-à-dire d’imposer par la force aux gens la négation de Dieu et de sa vérité. »

Si le Patriarche Cyrille relie la guerre en Ukraine à la Gay Pride (qui d’ailleurs n’existe plus, ayant été liquidé par le turbocapitalisme et remplacé par la « pride » LGBTQ+), ce n’est pas par « complotisme », mais par pure idéologie. Dans toute sa perspective, les fidèles orthodoxes en Ukraine sont soumis à un assaut des puissances avancées du capitalisme, en externe comme en interne.

Et c’est la dimension « post-moderne » du turbo-capitalisme qu’entend dénoncer le Patriarche, évacuant d’emblée la question du mode de production dans l’intelligence du processus qui a conduit à la guerre, pour redimensionner la question sur le plan des « valeurs ».



Cela lui permet aussi justement de ne nommer aucun ennemi, car cette perspective se pose comme universelle, et le Patriarche Cyrille sait bien par exemple que dans les pays du capitalisme avancé, il y a aussi une lutte d’appareil qui est menée par la bourgeoisie conservatrice et nationaliste-populiste sur ce terrain contre les théories post-modernes de la bourgeoisie libérale.

C’est aussi un aspect qui rend inutile la perspective strictement fasciste dans sa dimension interne, en ce que la lutte opposant formellement une tendance de la bourgeoisie à une autre, l’antagonisme du Socialisme n’a pas besoin de s’exprimer encore avec toute sa force.

La « Gay Pride » est donc brandie comme effigie symbolique de cette décadence des valeurs qui perdrait les infidèles ou les égarés de l'Église universelle, dont le Patriarcat de Moscou serait le bastion seul en mesure de défendre la « pureté » chrétienne.

Le capitalisme n'est pas remis en cause, ni les pays occidentaux, ni même d'ailleurs fondamentalement l'Ukraine, qu'il s'agit de libérer de cette décadence et d'y construire un régime moral fidèle et vertueux, dont le Patriarche dresse ainsi les caractéristiques :

« Lorsque vous demandez pardon à quelqu'un qui a enfreint la loi ou vous a fait du mal et injustement, vous ne justifiez pas son comportement mais vous cessez simplement de le haïr. Il cesse d'être votre ennemi, ce qui signifie que par votre pardon vous le livrez au jugement de Dieu. C'est la véritable signification du pardon mutuel pour nos péchés et nos erreurs.

Nous pardonnons, nous renonçons à la haine et à l'esprit de vengeance, mais nous ne pouvons pas effacer la faute humaine au ciel ; c'est pourquoi, par notre pardon, nous remettons les fautifs entre les mains de Dieu, afin que le jugement et la miséricorde de Dieu s'exercent sur eux.

Pour que notre attitude chrétienne à l'égard des péchés, des torts et des offenses des hommes ne soit pas la cause de leur ruine, mais que le juste jugement de Dieu s'accomplisse sur tous, y compris sur ceux qui prennent sur eux la plus lourde responsabilité, creusant le fossé entre les frères, le remplissant de haine de malice et de mort. »

L'armée russe et le régime de Vladimir Poutine exercent selon cette perspective une mission divine et en ce sens, civilisatrice. C'est précisément pourquoi toute cette idéologie est criminelle, en ce qu'elle vise à paralyser les masses derrière l'armée et le régime.

Autant on peut dire que l'Église russe entend lutter contre une notion universelle, le péché, en s'appuyant sur l'État russe dans sa forme capitaliste nationale-bureaucratique, ce qui est déjà en soi une totale chimère, autant cet État décadent lui ne peut que lutter contre les masses et leur inévitable tendance à la Démocratie et à la Paix.

En externe, le Patriarche Cyrille lève le drapeau noir de la Réaction et du conservatisme, qui trouvera des échos partout dans le monde, aidant la Russie à solidifier son bloc et à alimenter son élan guerrier.



**Consultez
en Belgique**

**vivelemaoisme
.org**

en France

**materialisme-dialectique
.com**

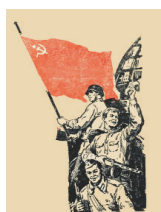
Et dans le même mouvement, l'Église russe offre en interne à l'État et au régime de Vladimir Poutine le temps, les moyens et un espace pour développer son système policier, traquer les opposants, étouffer la société civile, si étroite fut-elle en Russie. Dès lors, à mesure que grandira l'opposition populaire, y compris d'ailleurs aussi celle de la bourgeoisie libérale et de la petite-bourgeoisie urbaine en Russie, le régime construira sa figure de l'ennemi interne. C'est là que se place la perspective qui mènera précisément au fascisme en tant que tel.

L'offensive culturelle à laquelle le Patriarche Cyrille participe est à prendre pour ce qu'elle est : un habillage idéologique permettant au régime de contourner les causes matérialistes de la guerre et de donner un souffle pseudo-romantique, une charge civilisatrice à celle-ci en ciblant le turbo-capitalisme post-moderne comme l'adversaire, espérant rallier à cette cause tous les courants semi-féodaux et conservateurs qui se reconnaîtront dans cette lutte, et qui entendent eux aussi résoudre les contradictions du mode de production capitalisme en proposant de le « purifier » d'une façon ou d'une autre.

C'est aussi pourquoi cette offensive est une déclaration de guerre à toute perspective révolutionnaire, toute perspective de guerre populaire menée en Russie selon une ligne démocratique, visant à abattre le régime et le complexe militaro-industriel et policier qui précipite la Russie dans l'abîme.

L'Église russe a choisi clairement son camp. C'est un coup porté au peuple en Russie. C'est aussi un pas en avant dans son inévitable prise de conscience de la nécessité de la révolte et de la lutte.

Pour nous en France, c'est un signal envoyé aux forces réactionnaires pour rendre responsables de la guerre les libéraux post-modernes, notamment pro-américains, et renforcer de toute façon la tendance au durcissement de l'État bourgeois et à l'affirmation de son complexe militaro-industriel. ■



LES SANCTIONS CONTRE LA RUSSIE ET LES CONTRE-SANCTIONS RUSSES RENFORCENT LA CONSTITUTION DE DEUX BLOCS IMPÉRIALISTES HOSTILES, ET PRODUISENT DE NOUVELLES CONTRADICTIONS

Suite à l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les pays du bloc occidental constitué autour des États-Unis ont immédiatement déclenché une salve de sanctions économiques, pour isoler la Russie et affaiblir son régime. C'est une véritable guerre économique qui a été déclenchée au moyen de sanctions lourdes, principalement sur le plan financier.

Il y a eu, comme l'a assumé le ministre français de l'Économie Bruno Le Maire dans un élan de fanatisme aussi belliqueux que délirant, la volonté de « provoquer l'effondrement de l'économie russe ».

1 La rafale de sanctions contre la Russie

En tout, ce sont 500 entités russes qui ont été frappées par les mesures de gel et de saisie, avec un recensement minutieux de leurs avoirs et actifs financiers par l'ensemble des ministres des Finances du « G7 » (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni).

La grande bourgeoisie russe, l'État russe, les grandes entreprises russes, et de fait la population même de Russie, sont depuis poussés en dehors du circuit et des moyens habituels du capitalisme nord-américain et européen. Il a été frappé très fort, avec comme mesure la plus drastique le gel des avoirs de la banque centrale de Russie en euros et en dollars. Cela représente l'équivalent de 300

milliards de dollars (répartis en dollars et en euros) en réserve de change qui ont été confisqués à l'État russe.

C'est évidemment une première dans l'histoire à ce niveau-là, et cela change entièrement la donne à l'échelle mondiale. La Russie se retrouve, de fait, dans un face-à-face hostile avec le monde occidental, en fait d'abord et surtout avec les États-Unis, et ensuite de manière plus relative, quoi que plus significative, avec les pays de l'Union européenne.

Voici, pour bien saisir l'ampleur du phénomène avant de l'analyser, une liste chronologique de sanctions marquantes.

Tous les États qui sont au service du mode de production capitaliste doivent être renversés, afin que l'humanité soit en mesure d'établir des rapports socialistes, dialectiques et non destructeurs, avec tout ce qui forme la Biosphère planétaire !

1er mai 2020



24 février (2022)

Suspension par les États-Unis et le Japon des demandes russes de licences pour vendre des ordinateurs, des capteurs, des lasers, des outils de navigation et des équipements de télécommunications, aérospatiaux et marins.

26 février

La Fédération internationale d'échecs interdit à la Russie et à la Biélorussie d'organiser des événements.

27 février

L'accès de la grande majorité des banques russes au système de paiement international SWIFT est bloqué, sauf celles récoltant le paiement du gaz russe, notamment par l'Allemagne.

Les avions russes sont bannis de l'espace aérien des États-Unis, de l'Union européenne et du Canada.

BP (British Petroleum), premier investisseur étranger en Russie, abandonne sa participation dans Rosneft, la société d'État russe spécialisée dans l'extraction, la transformation et la distribution de pétrole. Parallèlement, le groupe énergétique norvégien Equinor entame le processus de désinvestissement de ses joint-ventures en Russie.

28 février

La Grande-Bretagne gèle les avoirs au Royaume-Uni du fonds national russe (fonds d'investissement d'État). Les États-Unis, l'Union européenne et la Grande-Bretagne interdisent les transactions avec la banque centrale russe, le ministère des Finances et le fonds national russe (fonds d'investissement d'État).

Le Canada interdit les importations de pétrole russe.

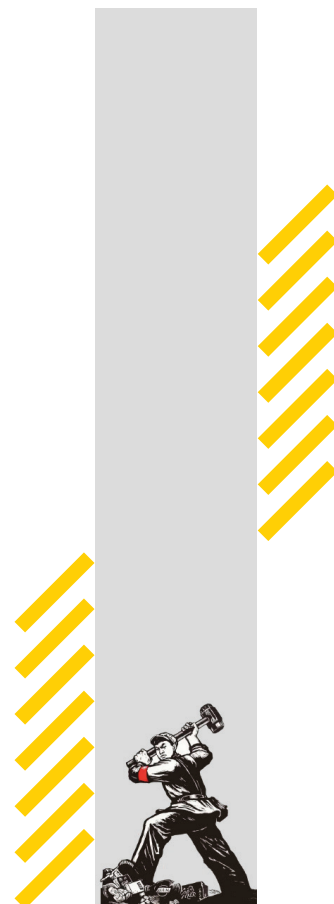
Les États-Unis, l'Union européenne et le Canada annoncent des interdictions de voyager et des gels d'avoir pour de riches particuliers russes (les « oligarques »).

La Corée du Sud interdit les exportations d'articles stratégiques vers la Russie.

La société Daimler Truck gèle ses activités commerciales en Russie, y compris sa coopération avec le constructeur de camions russe Kamaz. General Motors suspend toutes les exportations de véhicules vers la Russie. AB Volvo arrête toute sa production et ses ventes en Russie.

AerCap Holdings, la plus grande société de leasing d'avions au monde, cesse ses activités avec les compagnies aériennes russes.

HSBC commence à rompre ses relations avec une foule de banques russes, dont la deuxième plus grande, VTB.



1er mars

Les navires russes sont bannis des ports britanniques et canadiens.

Les armateurs CMA CGM, Maersk, MSC, ferment les réservations depuis et vers l'ensemble des ports russes, sauf pour les produits alimentaires, l'équipement médical et le matériel humanitaire.

Visa et Mastercard bloquent les banques russes de leur réseau.

Boeing suspend la fourniture de pièces, la maintenance et le support technique des compagnies aériennes russes.

Harley-Davidson Inc, Ford Motor Co, BMW, Jaguar Land Rover et Aston Martin suspendent leurs activités russes et les

voitures particulières et de camionnettes vers la Russie ainsi que la fabrication locale en Russie.

Airbus a cessé d'envoyer des pièces détachées en Russie et de soutenir les compagnies aériennes russes, mais étudie si sous les sanctions occidentales son centre d'ingénierie de Moscou peut continuer à fournir des services aux clients locaux.

Mashreqbank a cessé de prêter aux banques russes et réexamine son exposition existante au pays.

ING Groep NV a déclaré qu'il ne ferait aucune nouvelle affaire avec des entreprises russes.

Exxon Mobil déclare quitter les opérations pétrolières et gazières russes évaluées à plus

La guerre, qui a commencé avec l'apparition de la propriété privée et des classes, est la forme suprême de lutte pour résoudre, à une étape déterminée de leur développement, les contradictions entre classes, entre nations, entre Etats ou entre blocs politiques.

Mao Zedong



expéditions de véhicules vers la Russie.

Nordea Asset Management vend tous ses investissements russes, y compris dans les obligations d'État, les actions, la dette d'entreprise et les alternatives.

TotalEnergies ne fournira plus de capital pour de nouveaux projets en Russie.

UPS Inc interrompt les survols de la Russie.

Nokia et Apple, suspendent les ventes de produits en Russie.

de 4 milliards de dollars et la fin de tout nouvel investissement.

Siemens Energy AG arrête toute nouvelle activité en Russie.

Google bloque les applications mobiles connectées à RT et Sputnik de son Play Store. Spotify ferme son bureau en Russie.

Canada Goose suspend toutes les ventes en gros et en ligne vers la Russie.

2 mars

L'Union européenne suspend la distribution des « points de désinformation » appartenant à l'État russe : les médias Russia Today et Sputnik.

PayPal et AmEx bloquent les banques russes de leur réseau.

Mercedes-Benz suspend l'exportation de



3 mars

Le Comité international paralympique interdit aux athlètes russes de participer aux Jeux paralympiques d'hiver de Pékin.

La F1 ne courra pas en Russie après la fin du contrat avec le promoteur du Grand Prix de Russie.

Nike ferme tous ses magasins en Russie.

IKEA ferme ses magasins en Russie et suspend tout approvisionnement dans le pays et en Biélorussie.

Volkswagen suspend ses activités en Russie.

4 mars

La Suisse adopte les mesures de l'Union européenne concernant l'accès des banques russes à SWIFT et aux actifs de personnalités russes fortunées. La Suisse interdit les exportations qui « pourraient contribuer à l'amélioration militaire et technologique de la Russie ». La Suisse interdit les transactions avec la banque centrale russe et gèle ses avoirs à l'étranger.

Toyota Motor Corp arrête la production dans son usine russe, ainsi que les importations de véhicules dans le pays.

Microsoft suspend la vente de ses produits et services en Russie.

5 mars

Singapour interdit quatre banques russes, interdit les exportations d'électronique, d'ordinateurs et d'articles militaires.

L'Italie saisit les biens et les yachts de riches particuliers russes.

Inditex cesse ses activités commerciales en Russie, fermant ses 502 magasins et arrêtant

les ventes en ligne.

6 mars

TikTok suspend la diffusion en direct et le téléchargement de vidéos sur sa plateforme en Russie.

Netflix suspend son service en Russie et arrête tous les projets et acquisitions en Russie.

Danone suspend tous ses projets d'investissement en Russie, mais maintient la production et la distribution de produits laitiers frais et de nutrition infantile.

7 mars

Le Canada sanctionne dix personnes dites proches de Vladimir Poutine.

La Nouvelle-Zélande bannit les navires russes de ses ports.

Boeing suspend ses achats de titane à la Russie.

Procter & Gamble Co met fin à tous les nouveaux investissements en capital en Russie.

8 mars

La Grande-Bretagne éliminera progressivement les importations de pétrole et de produits pétroliers russes d'ici la fin de 2022.



Les États-Unis interdisent les importations russes de pétrole et d'autres sources d'énergie. Le Japon interdit les exportations d'équipements de raffinage vers la Russie.

Starbucks suspend toute activité commerciale en Russie.

KFC et McDonald's cessent leurs activités en Russie.

Shell cesse d'acheter du pétrole brut russe et déclare éliminer progressivement son implication dans tous les hydrocarbures russes, du pétrole au gaz naturel.

Ferrari suspend ses exportations vers la Russie.

ne suppriment plus les messages hostiles à l'armée et aux dirigeants russes, telles les incitations au meurtre.

13 mars

Facebook, Twitter et Instagram sont entièrement bloqués en Russie.

15 mars

Publicis cède le contrôle de ses activités en Russie.

L'Union européenne interdit l'exportation en Russie des produits de luxe (berlines,

Provocation de troubles, échec, nouvelle provocation, nouvel échec, et cela jusqu'à leur ruine - telle est la logique des impérialistes et de tous les réactionnaires du monde à l'égard de la cause du peuple; et jamais ils n'iront contre cette logique.

Mao Zedong



9 mars

Nestlé suspend tous ses investissements en capital en Russie.

Heineken arrête la production et la vente de bière en Russie.

10 mars

Le Royaume-Uni impose un gel des avoirs au propriétaire du club de football de Chelsea, Abramovich, et au patron de Rosneft, Sechin.

11 mars

Le Royaume-Uni sanctionne les parlementaires russes qui ont soutenu les régions séparatistes de l'Ukraine.

Le Canada sanctionne le milliardaire russe Abramovitch et d'autres.

Facebook et Instagram font exception au règlement sur l'incitation à la violence et

champagne, bijoux, etc.) La liste des biens concernés fait 14 pages.

16 mars

Merck suspend ses investissements en Russie, mais continue à fournir des médicaments et des vaccins définis comme vitaux.



18 mars

La société américaine de services pétroliers Halliburton suspend ses activités en Russie.

19 mars

Le fournisseur de services pétroliers Baker Hughes suspend les nouveaux investissements pour ses opérations en Russie.

21 mars

BNP Paribas, après avoir gelé tout nouveau financement en Russie, cesse toute nouvelle activité en Russie.

22 mars

Eneos Holdings cesse d'acheter du pétrole brut à la Russie.

23 mars

Nestlé suspend plusieurs marques, dont KitKat et Nesquik en Russie.

24 mars

Les États-Unis imposent des sanctions contre des dizaines d'entreprises de défense, 328 membres du Parlement russe et le directeur général de la Sberbank.

La Suisse gèle plus de 6 milliards de dollars d'actifs russes.



Il faut avoir confiance dans les masses ;
il faut avoir confiance dans le Parti :
ce sont là deux principes fondamentaux.
Si nous avons le moindre doute à cet égard,
nous serons incapables d'accomplir
quoi que ce soit.



Cette liste n'est pas exhaustive et il y a en fait, de manière générale et coordonnée, un désengagement occidental massif vis-à-vis de la Russie, avec des conséquences à très long terme. Les sanctions économiques entraînent avec elle d'autres mesures symboliques, surtout dans le monde du sport avec la volonté de mener une guerre sur le plan culturel.

Cela n'est possible qu'en raison de l'hégémonie des bourgeoisies favorables au bloc américain au sein des institutions du sport, qui sont utilisées ici comme un moyen politique et culturel de guerre à la Russie.

Il a ainsi été annoncé de manière odieuse et particulièrement anti-populaire, l'exclusion du club de football Spartak de Moscou de l'UEFA Europa league.

C'est la même chose en basketball, sport très populaire en Russie, où la participation des trois clubs russes alignés en Euroligue de basket, l'Unics Kazan, le CSK Moscou et le Zenith Moscou, a été suspendue. Pareil pour le hockey sur glace, lui aussi très populaire en Russie, avec tous les clubs interdits de participation de compétitions internationales dans toutes les catégories d'âge.

La Commission exécutive du Comité Internationale Olympique a été jusqu'à communiquer aux Fédérations internationales de sport et aux organisateurs de manifestations sportives la consigne de ne pas inviter ou de permettre la participation d'athlètes et de représentants officiels russes et biélorusses aux compétitions internationales.

De fait, les internationaux russes sont exclus dans tout un tas de sports : le ski, le patinage, le volley-ball, le badminton, l'escrime, la natation, l'athlétisme. En cyclisme, de manière totalement opportuniste et quasiment raciste.

Il a été décidé d'autoriser les coureurs russes dans les équipes étrangères, mais seulement si ceux-ci nient leur nationalité. Ils peuvent continuer à courir, mais sous bannière neutre, car l'apparition des emblèmes, noms, acronymes, drapeaux, hymnes et maillots de champion national russes et biélorusses, sont interdits.

Dans le domaine culturel, tout ce qui a été russe a été également ciblé, avec une liste si longue qu'il faut la mettre en place encore. Des programmes de musique classique ont vu leurs titres modifiés ou bien ont été annulés, des musiciens et des chanteurs ont été exclus, etc. Le comble de la caricature a été atteint avec une salle d'étude de l'Université de Floride dont le nom a été enlevé – il s'agissait de Karl Marx !

C'est extrêmement agressif, anti-populaire. Cette guerre culturelle anti-Russe, qui est le pendant des sanctions capitalistes anti-Russe dans l'économie, est une véritable bombe à retardement. De fait, la bourgeoisie en Russie va alors assumer encore plus franchement son impérialisme en s'inscrivant de manière encore plus nette dans le sillon d'un bloc impérialiste constitué par la Chine.

2 Les contre-sanctions russes et la constitution à marche forcée d'un bloc anti-américain

Sur le plan économique, les choses sont aussi simples que claires : les sanctions anti-Russes poussent directement la Russie vers l'Asie, surtout la Chine, et inversement. On a par exemple le système chinois UnionPay, concurrent de Visa et MasterCard, qui profite directement des sanctions en s'établissant massivement en remplacement. C'est quelque chose d'à la fois anecdotique, mais qui en même temps détermine directement et concrètement la vie quotidienne en Russie, pays qui change drastiquement de cap dans son orientation capitaliste.

Le régime russe profite ouvertement de la situation pour œuvrer à un capitalisme différent, non pas dans sa substance, mais dans son interaction avec le reste du monde. Il profite directement d'une critique anti-impérialiste de surface, permettant de légitimer la situation aux yeux des masses russes, tout en gardant une porte entre-ouverte à destination de certaines fractions des bourgeoisies européennes, notamment françaises et allemandes, qui pourraient se montrer hostiles à un alignement unilatéral sur les États-Unis.

Cela est flagrant avec la procédure lancée le 15 mars 2022 de sortie du Conseil de l'Europe. L'OTAN et l'Union européenne sont directement critiqués par la Russie pour en avoir fait « un instrument au service de leur expansion militaro-politique et économique à l'Est, un moyen d'imposer un “ordre fondé sur des règles” qui leur est profitable et, en fait, un jeu sans règles ».

Le communiqué du ministère russe des Affaires étrangères notifiant le retrait de la Fédération de Russie va très loin sur cette

ligne en précisant : « Ceux qui nous forcent à prendre cette mesure porteront toute la responsabilité de la destruction de l'espace humanitaire et juridique commun sur le continent et des conséquences pour le Conseil de l'Europe lui-même, qui, sans la Russie, perdra son statut paneuropéen. »

Parallèlement, le 16 mars le président russe Vladimir Poutine a annoncé une série d'aides financières aux particuliers et aux entreprises concernés par les sanctions, en assurant que la Russie saurait surmonter le « blitzkrieg » économique occidental contre la Russie.

La contre-sanction la plus marquante sur le plan intérieur est la préparation d'une loi permettant de reprendre les entreprises ayant quitté la Russie. Elle prévoit de nommer des administrateurs « externes » à la tête de ces entreprises. Il ne s'agit pas ici de nationalisation, de type soviétique ou post-soviétiques, mais d'une appropriation unilatérale de ces entreprises au bénéfice de repreneurs privés, russes ou étrangers.

La mesure ne devrait concerner que les entreprises détenues à plus de 25 % par des groupes occidentaux issus de « nations hostiles » (c'est-à-dire celles prenant des sanctions contre la Russie), dont la valeur du bilan des actifs est supérieure à 1 milliard de roubles, et avec un nombre moyen d'employés supérieur à 100 personnes. Sur le plan technique et juridique, c'est extrêmement bien ficelé.

La loi devrait autoriser soit la société d'État VEB.RF (une entreprise russe de développement public), soit l'Agence nationale russe d'assurances des dépôts, à prendre la gestion des entreprises concernées.

Cette gestion extérieure durerait trois mois ou six mois suivant les cas.

A l'expiration de ce délai, si les entreprises concernées ne changent pas de position, leurs filiales en Russie sont liquidées selon la procédure de faillite du droit russe et leurs actifs sont transférés à de nouvelles entreprises créées spécialement.

Il y a alors une vente aux enchères pour les parts et actions de ces nouvelles entreprises, privées donc, sans nationalisation publique, avec l'exigence d'une garantie de la part des investisseurs d'assurer la continuité pendant un an des activités de l'emploi d'au moins deux tiers du personnel.

Seulement dans le cas où les mises aux enchères n'attiraient aucun investisseur, ce serait l'État qui nationaliserait au sens strict, avec la liquidation de l'entreprise initiale.

Ce qui apparaît comme évident ici est que la Russie entend profiter de la situation pour se renforcer non pas elle-même seule, mais dans un bloc nouveau, faisant miroir au bloc américain.

Les procédures non pas de nationalisation, mais de réorientation privée des entreprises quittant la Russie, sont évidemment destinées aux investisseurs privés de ce nouveau bloc, notamment les Chinois, mais aussi potentiellement les Indiens, les Mexicains, les Brésiliens, etc.

La Russie a bien tenu à préciser qu'elle restait ouverte aux acteurs économiques étrangers le désirant et que leurs droits devaient « être protégés ». De fait, il y a toute une partie du monde, très importante, qui ne s'aligne pas sur les sanctions occidentales contre la Russie et n'entend pas se couper d'elle économiquement, au contraire.

Cela concerne le Brésil, l'Inde, le Mexique, le Venezuela, Cuba, la Bolivie, l'Iran, le Pakistan, la Mongolie, le Kazakhstan, la

Syrie, l'Irak, l'Érythrée, le Kenya, l'Algérie, le Mali, le Viêt-Nam, etc. Et bien entendu, en premier lieu il y a la Chine, seconde puissance mondiale, qui s'est abstenue lors du vote de la résolution condamnant l'« Aggression contre l'Ukraine » de l'Assemblée générale des Nations Unies, le 2 mars 2022.

Ensuite, la Chine s'est opposée fermement à l'expulsion de la Russie du forum G20, le groupe des 20 premières économies mondiales, comme le souhaitent les dirigeants des pays de l'Union européenne et les États-Unis fin mars 2022.

Cela dessine directement l'intégration de la Russie à un bloc formé autour de la Chine, et c'est cela qui permet directement l'autre principale contre-sanction russe aux mesures occidentales, concernant la monnaie.

En effet, le 25 mars Vladimir Poutine a expliqué avoir « pris la décision de mettre en œuvre un ensemble de mesures pour passer au paiement en roubles du gaz livré aux pays hostiles ».

La Russie entend donc se passer d'euros et de dollars (qui lui sont de toutes façons confisqués) et assumer une nouvelle configuration monétaire mondiale.

Si la Russie se permet d'exiger un paiement en rouble (en pratique, ce n'est pas dans l'immédiat, car la grande majorité des contrats de livraison en cours sont déjà payés), c'est en raison de la puissance monétaire chinoise et de l'existence de tous les pays non-alignés sur les sanctions visant la Russie.

Ce qui est visé, c'est l'acquisition de roubles sur les marchés, soit directement par les États achetant du gaz et du pétrole russe (surtout des États européens), soit indirectement, mais en tous cas pour contrebalancer le dollar et l'euro, jusqu'alors incontournables.

Il y a un intérêt direct pour la Russie, qui voit sa monnaie renforcer par une telle décision. Celle-ci avait été fortement dévaluée dès l'annonce de la guerre, puis a regagné une grande partie de sa valeur par rapport au dollar dès l'annonce de l'exigence du paiement en Rouble.

Mais l'aspect le plus important reste le contournement du dollar, notamment au profit de la Yuan chinoise, seule monnaie suffisamment forte pour emmener le Rouble dans son orbite et le sortir de l'orbite américaine.

des politiques de dopage de l'Euro par la Banque centrale européenne. La puissance relative de l'Euro n'était en fin de compte due qu'au fait qu'il s'agit d'une monnaie supplétive au dollar, servant à diversifier les actifs financiers, mais n'ayant qu'une valeur très relative, ne s'appliquant qu'en raison de l'alignement commercial et politique de l'Union européenne sur les États-Unis.

Cette question de l'Euro constitue une première source de contradiction au sein du bloc américain, en raison du fait que les États de l'Union européenne perdent ici beaucoup plus que le leader américain.

La pauvreté pousse au changement, à l'action, à la révolution.
Une feuille blanche offre toutes les possibilités ; on peut
y écrire ou y dessiner ce qu'il y a de plus nouveau et de plus beau.

Mao Zedong



Cela dessine concrètement et directement la constitution des deux blocs formés par les superpuissances américaine et chinoise, s'affrontant pour le repartage du monde.

3 Les contradictions inter-impérialistes au sein du bloc américain, avec les États européens subissant eux-mêmes les sanctions contre la Russie

Si la contre-sanction russe exigeant des paiements en rouble participe à une nouvelle tendance mondiale de fin de l'hégémonie mondiale du dollar, c'est en premier lieu l'Euro qui va en faire les frais.

Avant la crise ukrainienne, la monnaie européenne était déjà très fragile, en raison de l'endettement public gigantesque de la plupart des pays européens (hors Allemagne), de leur faible balance commerciale et surtout

C'est vrai à de nombreux autres égards, notamment en ce qui concerne la France et l'ampleur de son engagement en Russie. La France est, ou plutôt était, avant mars 2022, le premier employeur étranger en Russie, ainsi que l'un des premiers investisseurs étrangers. La pénétration impérialiste française en Russie, particulièrement avec le secteur bancaire, est historiquement très forte.

Prenons la Société générale, actionnaire majoritaire de sa filiale russe Rosbank, avec ses 12 000 salariés et 2 millions de clients. Elle est exposée en Russie à hauteur de 18,6 milliards d'euros, dont 15,4 milliards seulement pour Rosbank.

C'est gigantesque, malgré le discours de la Société Générale qui explique avec des comptes d'apothicaire qu'un désengagement de la Russie ne lui coûterait finalement « que » 1,8 milliard d'euros et qu'elle absorberait très bien le choc.

Autre secteur : les hydrocarbures avec TotalEnergies. Le groupe possède près de 20% de Novatek, avec qui il a investi 15 milliards de dollars dans le site gazier de Yamal en Sibérie, cela parmi d'autres projets encore.

En tout, c'est 17 % du gaz et du pétrole extrait par TotalEnergies qui provient de Russie. Il y a également le groupe Engie, qui aurait misé près de 1 milliard d'euros sur le projet de gazoduc Nord Stream 2, mis de côté désormais. En tout, c'est 20% du gaz vendu par Engie qui lui est produit par le groupe Gazprom, avec des contrats courants jusqu'à 2030.

Voici la liste des principales entreprises françaises ayant des employés en Russie, avec leurs effectifs locaux :

Renault : 46 800 salariés (dont 45 000 du groupe AvtoVAZ, détenu majoritairement par Renault) ;

Leroy Merlin : 45 000 salariés ;

Auchan : 30 000 salariés ;

Société Générale : 12 000 salariés ;

Danone : 8 000 salariés ;

LVMH : 3 500 salariés ;

Decathlon : 2500 salariés ;

Saint-Gobain : 1500 salariés ;

Bonduelle : 1000 salariés ;

BNP Paribas : 491 salariés ;

Chanel : 371 salariés ;

Kering : 180 salariés ;

Crédit Agricole : 170 salariés ;

Blablacar : 100 salariés ;

Hermès : 60 salariés.

D'autres groupes monopolistiques sont impliqués en Russie, sans nécessairement d'effectifs locaux directs, tels Sanofi, Air Liquide, Airbus, Lactalis, Safran, Alstom. Toutes ces entreprises paieront très cher les sanctions contre la Russie et leur probable départ du pays. On le voit, la France perd très gros en Russie, et cela ne manquera pas d'agiter les fractions les plus agressives de la bourgeoisie impérialistes française. Ce qui est vrai pour la France l'est également pour les autres États européens. En fait, la Russie fournit quasiment la moitié du gaz consommé en Europe, avec en 2021 une importation de 140 milliards de m³ de gaz par gazoduc et 15 milliards sous forme de gaz naturel liquéfié (GNL), soit un total de 155 milliards de m³.

La dépendance est totale, et l'isolement par rapport à la Russie est inenvisageable même à moyen terme, malgré les exigences américaines. En se tournant du côté de la Norvège, de l'Azerbaïdjan, des États-Unis, de l'Algérie et du Qatar, et à condition d'investir dans des infrastructures portuaires pour le gaz liquéfié, l'Union européenne pourrait espérer dans un avenir relativement proche une trentaine de milliards de m³. C'est évidemment insuffisant, d'autant que cela n'indique rien quant à l'augmentation massive du prix de ce gaz non-Russe.

Là encore, il y a une source de contradiction évidente, avec des fractions impérialistes des bourgeoisies européennes, surtout françaises et allemandes, potentiellement tentées de relativiser leur engagement unilatéral auprès des États-Unis et de ne pas se couper de la Russie. La Russie mise d'ailleurs très habilement sur ces contradictions. C'est un aspect essentiel de la guerre impérialiste dans le cadre de la crise générale ouverte en 2020 – en amont et en aval, les contradictions inter-impérialistes produisent des contradictions inter-impérialistes. ■

VERS LA RESTRUCTURATION : L'ÉLARGISSEMENT DU CAPITALISME AUX FONDS MARINS

La question de la crise générale du capitalisme implique de comprendre la temporalité de la crise. Cette temporalité implique la relation contradictoire entre la modernisation-restructuration des secteurs capitalistes et la tendance à la guerre, avec en cœur de cette relation la question de la lutte des classes évidemment.

En France, on peut lire ce processus à travers le programme « France Relance 2030 » qui est le cœur même de la contradiction modernisation-tendance à la guerre.

Ce programme est une projection sur des investissements jugés essentiels pour l'avenir, sans aucune forme d'organisation et de planification, seulement des orientations financières.

Dans ce « plan » annoncé le 12 octobre 2021, ce sont 100 milliards d'euros qui vont bénéficier à des secteurs pour « relancer » l'accumulation du capital stoppée nette avec la pandémie de Covid-19.

Dans la vidéo de présentation de ce plan, on a droit aux différentes « inventions » françaises, comme l'énergie atomique, le cœur artificiel, le TGV, le cinéma, l'avion de chasse Rafale, Airbus, etc.

Dans cet élan capitaliste-national, la bourgeoisie française compte avec « France 2030 » soutenir activement la production nucléaire, l'hydrogène vert, la décarbonation de l'industrie, avec la voiture électrique et hybride et l'avion « bas-carbone », l'alimentation « saine, durable et traçable », la santé (biomédicaments, etc), la « culture ».

Enfin, près de deux milliards d'euros sont prévus

« pour l'espace et les fonds marins », dans l'idée d'« investir dans le champ des fonds marins pour une meilleure compréhension du vivant ».

Cela concerne divers champs d'accumulation, comme par exemple les hydrocarbures, les métaux rares, mais aussi l'alimentation « durable et les « biomédicaments » (tous compris dans le plan de France relance 2030).

Ce sont par exemple les algues pour les laboratoires pharmaceutiques et les produits de beauté, dont seulement dix pays détiennent l'immense majorité (90 %) des brevets.

Car derrière l'idée d'une soi-disant « meilleure compréhension du vivant », il y a surtout l'objectif de l'exploitation accrue des mers et des océans. Voici ce qu'a annoncé le président de la République Emmanuel macron lors du discours de présentation de « France relance 2030 » à propos des fonds marins :

« La France, je le disais, est la deuxième puissance maritime du monde. Et il y en a aujourd'hui pour comprendre, connaître les grands fonds marins, des innovations de rupture à conduire pour mener ses explorations et pour permettre le travail

Au nombre de tous les éléments incorporés à la lutte que mène actuellement le peuple espagnol contre le fascisme, figurent les masses féminines d'Espagne qui, dès le premier moment de cette guerre pour notre liberté et notre indépendance, se sont mises sans restriction au service de la cause du peuple, Elles vouèrent à la lutte tous leurs efforts matériels, qui allèrent bien des fois jusqu'au sacrifice de leur vie.



Parti Communiste d'Espagne, 1938



scientifique. J'entends déjà le débat venir, je ne parle pas d'exploitation à ce moment-là, je parle d'exploration. Mais qui peut accepter que nous laissions en quelque sorte dans l'inconnu la plus complète une part si importante du globe ? Et nous avons dans nos zones économiques exclusives, la possibilité d'avoir accès à ces explorations, qui est un levier extraordinaire de compréhension du vivant, peut-être d'accès à certains métaux rares, de compréhension du fonctionnement de nouveaux écosystèmes, d'innovation en termes de santé, en termes de biomimétisme, etc. Il y a des familles d'innovations derrière, justement l'exploration des grands fonds marins qui est inouï. »

On a compris qu'on a affaire ici à la question de l'actualisation des forces productives, problématique notamment abordée dans le numéro 11 de Crise. Cette question est fondamentale à comprendre car sans elle, on peut tomber sur une lecture « catastrophiste » de la crise générale, transformée de manière formelle et mécanique en crise terminale. Le mode de production capitaliste cherche à se réimpulser, mais il ne peut le faire que de manière destructrice, et sa lecture des choses est idéaliste qui plus est.

Le socialisme comme mode de production est à la réponse à la crise, permettant le développement des forces productives. La rupture n'est cependant pas quantitative seulement, elle est qualitative aussi. Il ne s'agit pas dans le socialisme de multiplier les McDonald's.

L'enjeu des hydrocarbures

Avec la question du déploiement du capitalisme dans l'espace maritime, on a une illustration du processus restructuration/tendance à la guerre comme expression de la crise générale. En 2012, un rapport du sénat pointait cet enjeu « sur la maritimisation de l'économie mondiale ». Il faut dire que 80 % du fret marchand passe par les océans et la mer... Et il y a aussi la question des hydrocarbures. Aujourd'hui près d'un tiers d'entre eux provient de la mer, et les capitalismes nationaux misent tous sur l'augmentation de ces ressources dans les océans et les mers, notamment dans l'ultra profond et l'Arctique.

Souvenons-nous des accrochages en Mer Méditerranée entre la France et la Turquie à l'été 2021, sur fond

de recherche sismiques pétrolières par la Turquie et de tendance à la guerre impérialiste de repartage des sphères d'influences. Dans un triangle allant de Chypre à l'Égypte en passant par la Syrie et Israël, de nombreux gisement d'hydrocarbures (gaz et pétrole) en haute mer ont été découverts grâce aux nouvelles technologies de cartographie par ondes sismiques.



L'enjeu des hydrocarbures

Avec la question du déploiement du capitalisme dans l'espace maritime, on a une illustration du processus restructuration/tendance à la guerre comme expression de la crise générale. En 2012, un rapport du sénat pointait cet enjeu « sur la maritimisation de l'économie mondiale ». Il faut dire que 80 % du fret marchand passe par les océans et la mer...

Et il y a aussi la question des hydrocarbures. Aujourd'hui près d'un tiers d'entre eux provient de la mer, et les capitalismes nationaux

misent tous sur l'augmentation de ces ressources dans les océans et les mers, notamment dans l'ultra profond et l'Arctique.



Souvenons-nous des accrochages en Mer Méditerranée entre la France et la Turquie à l'été 2021, sur fond de recherche sismiques pétrolières par la Turquie et de tendance à la guerre impérialiste de repartage des sphères d'influences. Dans un triangle allant de Chypre à l'Égypte en passant par la Syrie et Israël, de nombreux gisements d'hydrocarbures (gaz et pétrole) en haute mer ont été découverts grâce aux nouvelles technologies de cartographie par ondes sismiques.

puis la guerre en Ukraine, il est aussi visé les matériaux pour assurer l'électrification généralisée des activités productives et la connectivité des nouveaux biens de consommation.

Comme on le sait, l'électrification demande un apport important en métaux dits « rares », rares car peu présents dans les terres. On passe ici du capitalisme d'hier avec ses hydrocarbures, au capitalisme de demain, c'est un véritable nœud historique qui s'ouvre sur fond de guerre impérialiste.

Vers l'exploitation des métaux rares

En 2013, Anne Lauvergon, ex dirigeante d'Areva devenue présidente de la commission gouvernementale « Innovation 2030 », lança un grand concours mondial pour l'innovation en lien avec la Banque publique d'investissement (BPI), avec 300 millions d'euros à la clef pour financer les projets retenus.

Entre 2009 et 2015 ont été découverts quatre importants gisements gaziers, dont celui de Zohr avec des réserves de 850 milliards m³ découvert par le monopole italien Eni au large de l'Égypte. Ce gisement est exploité par un consortium composé à 50 % d'Eni, 30 % de Rosneft (Russie), 10 % BP (Grande-Bretagne) et de 10 % Mubadala (Emirats arabes unis).

Parmi les sept secteurs identifiés, on retrouve la « valorisation des richesses marines », allant du potentiel en termes de santé à l'alimentaire. Pourtant le 23 juillet 2014, lors de la remise des lauréats, on retrouve pour les « richesses marines », le projet « Messidor » qui est présenté de la manière suivante :

Avant ces nouvelles technologies d'exploration marin, avec les imageries 3D puis surtout en 4D, il était impossible d'aller à plus de 4 000 mètres de profondeur. En 2015, un gisement pétrolier de 30 milliards de barils équivalents pétrole a ainsi été découvert au large du Brésil, ce qui était impensable il y a quelques décennies.

« Le projet MESSIDOR s'intéresse à la détection des amas sulfurés qui sont des objets géologiques riches en métaux, de petite taille (superficie de quelques hectares) et localisés sous 2000 m d'eau en moyenne. Il n'existe à ce jour aucune méthode d'exploration efficace des domaines océaniques profonds pour localiser ces gisements miniers potentiels dispersés sur de vastes superficies. MESSIDOR, acronyme pour « Magnetic Explorers for Systematic Sulfide Investigations on Deep Ocean Ridges », vise à développer une flotte de drones sous-marins légers mono-capteurs de grands fonds utilisant la signature magnétique spécifique des amas sulfurés pour les détecter »

Mais plus encore, il était difficilement possible d'envisager d'exploiter de tels gisements à de telles profondeurs. Ce n'est plus le cas avec le développement des véhicules sous-marins téléguidés dits « ROV ».

Depuis les années 2010, les ROV peuvent descendre jusqu'à 5 000 mètres de profondeur, supporter de fortes pressions sous-marines, tout en assurant une autonomie de plusieurs dizaines d'heures. On a ainsi le robot PATANIA II de l'entreprise belge DEME qui peut aller à 4 500 mètres de profondeur avec une autonomie de 50 heures.

Aussi ressort la question des nodules et des sulfures polymétalliques qui jonchent le sol océanique et regorgent des terres rares comme du cobalt, du nickel, du cuivre ou encore du manganèse. Ces matériaux qui entrent dans la fabrication des objets technologiques, notamment des puces électroniques (semi-conducteurs, des batteries et des piles, etc.).

Mais au-delà de la chasse aux hydrocarbures qui se relève fondamental depuis la pandémie de Covid-19

Cette exploitation pensée dès les années 1970 fut toujours écartée en raison des importants obstacles technologiques et de coûts structurels élevés. Cela n'est plus le cas depuis la fin des années 2010, et l'on avance vers une généralisation de l'exploitation des grands fonds marins à l'horizon 2030.

Ces dernières années, ce sont 26 licences d'exploration qui ont été accordés par l'Autorité internationale des fonds marins, organisme des Nations Unies « chargé » d'encadrer le développement de cette industrie « émergente ».

En fait d'encadrement, on parle surtout d'un accompagnement au service des monopoles capitalistes des puissances occidentales. Le secrétaire général de l'Autorité, Michaël Lodge, réélu à son poste en 2020, déclarait en 2015 à la BBC :

« C'est une opportunité très excitante et nous sommes impatients d'apprendre des tests de la nouvelle machine [robot Patania II], qui est une première mondiale et devrait nous donner des informations précieuses sur la faisabilité technique et l'impact environnemental »

Entre 2014 et 2019, la société minière canadienne Nautilus Minerals a cherché à exploiter une mine dans la zone économique exclusive de Papouasie Nouvelle-Guinée pour 2017. Située à 65 km du port de Rabaul et à 1 500 mètres de profondeur, ce gisement en mer de Bismarck regorge d'or et de cuivre.

Mais la construction du navire d'exploitation a échoué et confrontée à une dette colossale, Nautilus Minerals a fait faillite en novembre 2019. Malgré tout, le projet d'exploitation du gisement Solwara 1 constitue le premier accord mondial d'exploitation (et non pas d'exploration) d'un fond marin, dont un tiers de l'exploitation serait revenu à la Papouasie-Nouvelle-Guinée, accentuant son statut de pays semi-féodal, semi-colonial.

Ce premier permis d'exploitation ouvre sans nul doute la boîte de Pandore, et c'est dans ce cadre qu'il faut comprendre l'orientation du capitalisme français à se lancer dans cette bataille. Une bataille à laquelle souhaite prendre place l'impérialisme français, parce qu'il pense pouvoir miser gros.

Le 5 mai 2021, le premier ministre Jean Castex a

adressé une circulaire à ses ministres à propos de la stratégie nationale d'exploration et d'exploitation des ressources minérales dans les grands fonds marins élaboré fin janvier 2021 par le Comité interministériel de la mer.

Il y est établi un plan d'action de plus de 300 millions d'euros pour les trois prochaines années, dont une des priorités est de « valoriser les ressources des grands fonds marins en lien avec le potentiel industriel français », en se concentrant principalement sur la Polynésie.

Au cœur du dispositif, il y a l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) fondé en 1984. A propos des terres rares, Francis Vallat, président de l'Institut d'une « filière d'excellence française ».

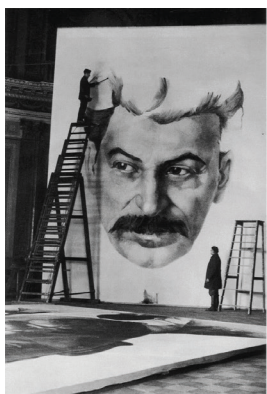
L'idée est de lancer un « démonstrateur », ou autrement dit une exploitation minière, en Polynésie, en Nouvelle-Calédonie ou en Europe du Nord, le projet n'étant pas encore arrêté. Deux projets sont en cours dans les eaux internationales et un autre à Wallis-et-Futuna.

Dans cet objectif, il est visé de renforcer le partenariat avec la filiale en Nouvelle-Calédonie du géant minier français, Eramet, la Société Le Nickel, exploitant historique du capitalisme français dans le sud de la Nouvelle-Calédonie (voir numéro 8 de Crise).

Capitalisme marin, l'approfondissement de l'écocide

Évidemment, l'élargissement du capitalisme aux grands fonds marins provoquent des critiques écologiques un peu partout dans le monde.

Le fait que la France se soit abstenue sur le moratoire sur l'exploitation des fonds marin demandé en septembre 2021 par l'Union Internationale de Conservation de la Nature n'a pas fait grand bruit.



Mais comme sur la lithosphère, l'État est en train d'avancer la fausse solution du principe « éviter, réduire, compenser », comme avancé dans le rapport publié par le gouvernement en juin 2014 à propos « des impacts environnementaux de l'exploitation des ressources minérales marines profondes ».

Comme il avait été souligné à propos des zones humides dans le numéro 9 de Crise, penser pouvoir reconstituer ou déplacer des écosystèmes si fragiles et formés sur des millions d'années n'est que pure folie anthropocentriste, typique de l'approche capitaliste.

L'océan est une partie de la Biosphère qui est l'une des plus fragiles, et la plus durement impactée par le réchauffement climatique. Il y a l'acidification, la hausse du niveau de la mer, les transformations de salinité, et cela provoque de nombreuses déstabilisations pour la vie sous-marine.

Une vie très peu connue, notamment dans les grands fonds, et qui sera encore plus malmenée par des opérations industrielles d'exploitation des fonds. L'océan est très peu connu, et l'impact d'une activité d'extraction minière encore moins. Il n'y a que 3 % des océans qui sont protégés.

Alors comme dans les autres secteurs, les industriels cherchent à parer à la critique en parlant d'« exploitation durable », de « mines responsables », de « systèmes moins destructeurs », etc.

Mais personne n'en sait rien, et ce n'est sûrement pas l'objectif du capitalisme.

A ce niveau, on court droit à une nouvelle catastrophe si une lutte de classe ne vient pas stopper cette

restructuration-modernisation en cours.

Une lutte des classes réelle doit porter le mot d'ordre de sanctuarisation des grands fonds marins, choses que les représentants du capitalisme ont bien compris et craignent. Francis Vallet, président du groupe de travail synergie Grands fonds marins et du Cluster maritime, déclarait il y a quelques années :

« Qu'y a-t-il dans “développement durable” ? “Développement” : économiquement, ce projet doit être perçu comme valable. “Durable” : l'exploitation des ressources sous-marines ne se fera pas si on ne respecte pas l'environnement. Si ces deux conditions sont réunies, cela ne doit pas s'arrêter. Je me refuse à accepter que le développement durable n'est pas possible parce que tout est sanctuarisé. »

Au cœur de la restructuration maritime, le complexe militaro-industriel

On ne peut pas comprendre l'annonce française de construction d'un nouveau porte-avion XXL à propulsion nucléaire en décembre 2020 par Emmanuel Macron sans avoir en tête cette question de la modernisation capitaliste en cours dans l'espace maritime.

La construction de ce second porte-avion à Saint-Nazaire avait été préconisée par le rapport du Sénat sur la « maritimisation de l'économie mondiale » dans lequel il était souligné que « l'effort français de défense pouvait se transformer en axe de croissance ». Car, si la France possède un empire maritime, elle doit pouvoir le défendre militairement.

A ce titre, on notera que dans le programme de Jean-Luc Mélenchon, on trouve au chapitre 14 « nouvelles frontières de l'Humanité », un point intitulé « être à la hauteur de la responsabilité maritime française » qui pointe comme « mesure clé » : « Engager la construction de navires de souveraineté scientifique, militaires et d'approvisionnement stratégique ».

Par exemple, la zone de fracture au large du pacifique dite de Clarion-Clipperton est une zone d'exclusion économique qui appartient à la France, l'île de Clipperton étant française. Cette zone est convoitée par de multiples entreprises minières du fait de fortes ressources en terres rares qui joncheraient le fonds marin.

De fait, le capitalisme maritime français converge ou est une partie intégrante du complexe militaro-industriel. La sphère d'influence impérialiste française doit donc pouvoir compter sur cette force militaro-industrielle si elle veut rester dans la course aux grandes puissances.

Appelé à la fin février 2022 dans le cadre de « France relance 2030, un rapport du comité interministériel de la mer est en cours d'élaboration avec la supervision de six « experts », dont Thomas Buret de l'entreprise iXblue, Valérie Chavagnac du CNRS, Christian Dugué, directeur général de l'armement, François Lallier de l'Université de la Sorbonne, Bernard Rogel, Amiral 2e section (réserve militaire), et Carine Tramier, présidente du Conseil d'orientation de la Recherche et de l'Innovation de la filière des industriels de la mer (Corimer).

Voici les quatre objectifs de ce comité interministériel de la mer :

1. Cartographie multi-paramétrique de haute précision des zones concernées par le contrat français de l'autorité internationale des fonds marins. Cette mission sera l'occasion de mettre au point et de démontrer les capacités d'un drone sous-marin français par grandes profondeurs.
2. Surveillance par des planeurs sous-marins à grande profondeur des risques géologiques et sismiques du volcan sous-marin apparu par 3000 mètres de fond au large de l'île de Mayotte.
3. Exploration de zones de grandes profondeurs (6000 mètres), par drone sous-marin avec un large éventail de capteurs.
4. Investigation détaillée de zones de grandes profondeurs par moyens robotisés (ROV), capable de réaliser des prélèvements.

Au même moment, le 14 février 2022, la ministre des armées Florence Parly présentait une « stratégie ministérielle de maîtrise des fonds marins » dans laquelle elle a mentionné la protection des câbles de télécommunications, alors qu'un navire russe soupçonné d'espionnage avait été repéré en novembre 2021 au large de l'Irlande, ainsi que la défense des fonds marins des zones économiques exclusives françaises.

L'idée est de contre-carrer ce qu'il est appelé la

« guerre hybride ». Le ton y fut d'ailleurs très offensif :

« Les fonds marins sont un nouveau terrain de rapport de forces qu'il nous faut maîtriser pour être prêt à agir, à se défendre et, le cas échéant à prendre l'initiative, ou du moins, à répliquer (...). Cette stratégie de maîtrise des fonds marins fait de la France la première nation à affirmer ouvertement son ambition. »

La marine française souhaite développer des robots et drones sous-marins pouvant aller à plus de 6 000 mètres de profondeur, machines dont dispose déjà l'IFREMER.

Et là aussi de nouveaux moyens vont être déployés pour mieux cartographier les zones d'intervention, avec deux nouveaux programmes, un système de lutte contre les mines navales, et un autre pour augmenter la capacité hydro-océanographique.

Ces dispositifs d'État montrent bien que la question de l'exploitation des fonds marins est maintenant concrètement à l'ordre du jour, alors qu'elle n'était qu'au stade de l'hypothèse dans les années 2010.

Le chamboulement majeur du capitalisme par la pandémie de Covid-19 montre une fois de plus l'accélération de la restructuration en cours, liée de manière préalable au potentiel des forces productives.

A l'arrière-plan, il y a le renforcement du complexe militaro-industriel, alimentant de fait la tendance à la guerre de repartage alors que l'océan devrait être à l'ordre du jour de la protection de la Biosphère.

C'est un énième aspect de la tendance à la guerre de repartage du monde et à la nécessaire lutte des classes qui en découle pour la République Socialiste Mondiale. ■

« BOUSSOLE STRATÉGIQUE » DE L'UNION EUROPÉENNE EN MARS 2022 : TRANSFORMATION EN BASE DE L'OTAN AVEC LA RUSSIE DIRECTEMENT EN LIGNE DE MIRE ET LA CHINE COMME ENNEMI STRATÉGIQUE

C'est une réalité très simple à comprendre. Si, avant la guerre en Ukraine, les principaux pays européens que sont l'Allemagne et la France cherchaient à utiliser la Russie comme partenaire, désormais les pays occidentaux sont unanimes dans leurs efforts pour faire tomber la Russie. En disant lors d'un discours à Varsovie au sujet du président russe Vladimir Poutine « Pour l'amour de Dieu cet homme ne peut pas rester au pouvoir », après l'avoir traité de « boucher », le président américain Joe Biden annonce la couleur : il faut un changement de régime en Russie.

On ne peut d'ailleurs pas s'y tromper, car la Russie agit très exactement comme si elle se fondait sur ce point de vue. Elle accepte les sanctions occidentales, le gel de ses avoirs, parce qu'elle considère qu'elle joue son existence même. En ce sens, elle fait un choix autarcique absolument typique d'une période de crise générale du capitalisme.

La guerre en Ukraine ou le BREXIT à la russe

Lors d'un ouragan, ou d'un tsunami, il existe un phénomène connu de marée, avec la mer qui se retire pour mieux revenir. Il en va de même pour le BREXIT britannique ou la présidence américaine de Donald Trump : ces phénomènes se déroulent avant que ne se déclenche la seconde crise générale du capitalisme en 2020 avec la pandémie, mais en réalité ils en sont une « conséquence ».

Comme pourtant une « conséquence » ne peut pas se dérouler avant un phénomène qui en est la cause, il faut d'ailleurs éviter l'emploi de ces termes. Car il n'existe en fait pas de « cause » et de « conséquence » ; le matérialisme dialectique enseigne qu'il faut

raisonner en termes de relations, d'interpénétrations, en termes de vagues se rajoutant les unes aux autres, se mêlant les unes aux autres.

En ce sens, la guerre en Ukraine correspond exactement à ce reflux qu'ont été le BREXIT et la présidence de Donald Trump.

Dans les deux cas, il y a eu une contraction impérialiste, avec l'affirmation d'un esprit de forteresse, de formation d'éléments internes permettant l'autarcie pour faire face à tous les événements relevant des futures contradictions inter-impérialistes.

La Russie impérialiste a fait exactement de même avec la guerre en Ukraine, même si dialectiquement c'est le camp impérialiste occidental qui a œuvré également en ce sens avec les sanctions.

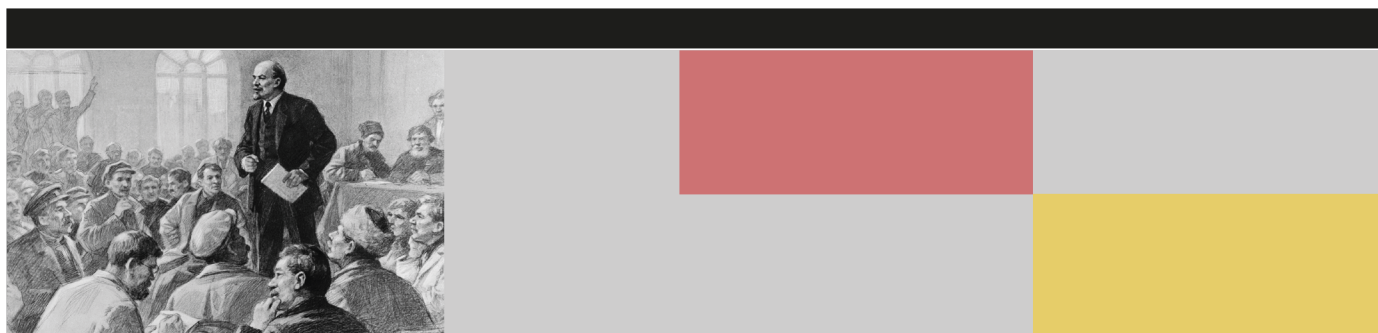
Cette contraction résulte de la contradiction entre le fait que le mode de production capitaliste s'universalise, donc transcende les États, et que de l'autre le capitalisme repose toujours sur un socle national, avec à chaque fois un État qui cristallise les rapports au sein des luttes de classe.

Dans une situation où il faut être capable d'aller à la guerre, la dimension interne prime et le capitalisme se voit freiné dans sa velléité d'expansion universelle. D'où justement le fascisme, qui exprime cette contraction et prend un masque anticapitaliste en se prétendant contre le capitalisme universaliste qui serait le seul mauvais capitalisme.

L'Allemagne nazie défendait ainsi le capital « créateur » contre le capital « parasite » et il est bien connu que l'extrême-droite utilise la démagogie « révolutionnaire » en dénonçant les financiers, les oligarchies, « l'État

profond » aux mains d'une société secrète de capitalistes (souvent désignés comme « juifs », etc.).

La guerre en Ukraine correspond au « choix » russe de se poser comme une grande puissance, plus exactement c'est parce qu'elle se pose comme grande puissance que la Russie a lancé l'invasion de l'Ukraine, pour ne pas se faire reléguer au statut de puissance de seconde zone, voire de colonie si l'Ukraine devient une tête de pont militaire ouverte de l'OTAN, ce qui était en train de se passer avant l'invasion de février 2022.



L'impact du BREXIT à la russe

La seconde crise générale du capitalisme a commencé en 2020 et elle implique une contraction de l'économie capitaliste mondiale, exactement comme pour la première crise générale. Les effets dévastateurs de la pandémie avaient dans leur grande part été repoussés en systématisant les crédits – ou plus exactement en faisant tourner la planche à billets – mais l'impact de la guerre en Ukraine est d'autant plus difficile à gérer pour les capitalistes que tout se déroule de manière indirecte, par la bande.

La guerre en Ukraine remet en cause avant tout le marché de matières premières, dont l'accès va être rendu plus difficile, plus onéreux ou impossible. On parle ici de ce que produit la Russie, désormais ostracisée. Il s'agit du pétrole, du gaz, du charbon, du

blé, de la potasse, des engrais azotés, du nickel, du titane. Il y a également l'Ukraine qui vient s'ajouter au problème, puisque le chaos de la guerre l'empêche de produire.

Les problèmes apparaissent ainsi déjà mais comme les productions se font sur toute une année, ils vont monter en puissance au fur et à mesure. La Russie et l'Ukraine sont la source de 30% des exportations mondiales de blé et de 20% de celles du maïs : pour toute une série de pays, la guerre en Ukraine pose un problème alimentaire majeur, ou plus exactement va poser un tel problème.

Il est également bien connu que le gaz russe est essentiel pour de nombreux pays européens. Là, c'est pareil, refuser le gaz russe va poser d'immenses problèmes.

Déjà, parce que techniquement cela prendra du temps. Ensuite, parce que le gaz le remplaçant sera beaucoup plus cher. Cela fait que de larges secteurs impérialistes d'Allemagne et d'Autriche disent déjà qu'il en est hors de question, de manière indirecte, en expliquant qu'un tel abandon prendrait des mois, des années, des décennies...

On a ainsi ce paradoxe que malgré les sanctions, le gaz russe continue à arriver en Europe. Comme toutefois la Russie est bloquée par ces sanctions et ne peut être réglée, elle a décidé qu'à partir du mois d'avril, il faudra payer en roubles. Les pays européens disent qu'il n'y a pas de cela dans les contrats signés, à quoi la Russie répond qu'il n'est pas question de fournir du gaz gratuitement. Le porte-parole du Kremlin Dmitri Peskov a ainsi prévenu :

« Le processus de livraison est extrêmement compliqué, ce n'est pas comme acheter un produit quelconque dans un magasin -- vous achetez et payez à la caisse. Il s'agit de livraisons, de paiements et de bilans, ce sont des processus qui prennent beaucoup de temps. Toutes les modalités sont actuellement en cours d'élaboration entre les différents départements, en concertation avec Gazprom. Mais il va sans dire que nous ne fournirons pas de gaz gratuitement. On peut le dire avec une certitude absolue. Dans notre situation, il n'est guère possible et peu judicieux de s'engager dans une quelconque charité vis-à-vis de l'Union européenne. »

Les pays concernés dépassent d'ailleurs le cadre de l'Union européenne ; sont visés l'Albanie, Andorre, l'Australie, le Royaume-Uni (y compris Jersey), Anguilla, les îles Vierges britanniques et Gibraltar, de même que les États membres de l'UE, l'Islande, le Canada, le Japon, le Liechtenstein, la Micronésie, Monaco, la Nouvelle-Zélande,

la Norvège, la Corée du Sud, Saint-Marin, la Macédoine du Nord, Singapour, les États-Unis, Taïwan, l'Ukraine, le Monténégro, la Suisse.

Ces pays sont en effet considérés comme « menant des actions inamicales contre la Russie, et contre les entreprises et les citoyens russes ».



Contre la Russie à quitte ou double

Les sanctions des capitalistes occidentaux ont une double nature. D'un côté, elles sont unanimes parce qu'il y a l'espoir qu'en l'étant, la Russie va céder et le régime s'effondrer.

Alors, à ce moment-là, tout le monde se partagera le gâteau. De l'autre, elles sont d'une grande précarité car en confisquant les biens russes, en utilisant le dollar et l'euro pour isoler la Russie en l'empêchant de les utiliser, il est donné un signal négatif au reste du monde, qui voit bien le risque qui existe qu'eux-mêmes risquent d'encourir.

En l'état, eux-mêmes ne sont nullement menacés pour l'instant. Mais il y a des tendances internes, sous la forme d'une bourgeoisie compradore, au rapprochement avec la Chine, le grand challenger de l'ordre mondial.

Il y a également une bourgeoisie nationale, plus ou moins faible, mais existante et diffusant relativement son point de vue, même s'il reste toujours secondaire en raison de sa faiblesse historique.

Les capitalistes occidentaux sont donc allés à quitte ou double contre la Russie. Il y a des drapeaux ukrainiens partout, tout en n'en ayant rien à faire de l'Ukraine, mais s'il n'y a pas la victoire escomptée, il va s'exprimer une contre-tendance, avec des forces échappant à l'emprise occidentale face à une telle pression.

La Russie impérialiste est ainsi allée à quitte ou double, mais il en va de même pour le camp occidental, et notamment pour l'Union européenne.

L'Allemagne et les contradictions internes de l'Union européenne

Le marché commun européen a été mis en place sous l'égide de la superpuissance impérialiste américaine, qui a établi des économies conformes à son propre développement. Cependant, le moteur franco-allemand a historiquement des velléités d'hégémonie continentale.

L'Allemagne, titan financier mais sans aucune force militaire, se serait bien vue au chaud en Europe à l'abri de l'affrontement sino-américain, profitant ensuite de la situation comme la Macédoine après l'épuisement de Sparte et Athènes.

Cela tombe à l'eau avec la guerre en Ukraine : l'Allemagne choisit d'établir une armée puissante, car tout est trop risqué désormais. Reste à savoir dans quel camp basculer, dans quelle mesure tergiverser reste possible. Une ambition allemande forte implique en effet de

rejeter les États-Unis et le Royaume-Uni, et pour cela il faut forcément un appui russe. Mais s'il est possible d'engloutir la Russie, pourquoi pas ?

Ce dilemme n'est pas récent. Dans les années 1920, il était ainsi apparu un courant que Lénine dénoncera et qui sera qualifié de « national-bolchevik », prônant l'alliance de la bourgeoisie allemande avec l'URSS. Cette tendance, minoritaire voire anecdotique, continuera d'exister, mais sans possibilités réelles d'expression en raison de la haine allemande envers les Slaves. Elle reflète cependant le point de vue allemand qui est très hostile au Royaume-Uni, considérée comme la principale concurrente sur le continent.

Il y a donc une contradiction entre l'Allemagne impérialiste et l'OTAN (dirigée par la superpuissance impérialiste américaine), avec l'Union européenne comme nexus. Or, depuis 2020 il y a un alignement complet de l'Union européenne sur l'OTAN.

Cela oblige l'Allemagne à s'engager contre la Russie.

Le document de l'Union européenne du 21 mars 2022, « Une boussole stratégique en matière de sécurité et de défense - Pour une Union européenne qui protège ses citoyens, ses valeurs et ses intérêts, et qui contribue à la paix et à la sécurité internationales », le dit ouvertement.

On lit ainsi que :

« Une Union plus forte et plus capable dans le domaine de la sécurité et de la défense contribuera positivement à la sécurité globale et transatlantique et est complémentaire à l'OTAN, qui reste le fondement de la défense collective pour ses membres. »

Ou bien encore :

« La relation transatlantique et la coopération entre l'UE et l'OTAN, dans le plein respect des principes énoncés dans les traités et de ceux que le Conseil européen a adoptés, y compris les principes d'inclusivité, de réciprocité et d'autonomie décisionnelle de l'UE, sont fondamentales pour notre sécurité globale. »

Il est même précisé que l'Union européenne doit disposer d'une autonomie stratégique... mais dans le cadre de l'OTAN !

« Les mutations géopolitiques récentes nous rappellent que l'UE doit de toute urgence assumer davantage de responsabilités pour sa propre sécurité en agissant dans son voisinage et au-delà, avec des partenaires chaque fois que cela est possible et seule lorsque cela est nécessaire. La force de notre Union réside dans l'unité, la solidarité et la détermination.

La présente boussole stratégique renforcera l'autonomie stratégique de l'UE et sa capacité à travailler avec ses partenaires pour préserver ses valeurs et ses intérêts.

Une Union plus forte et plus capable sur les questions de sécurité et de défense contribuera positivement à la sécurité globale et transatlantique et est complémentaire à l'OTAN, qui reste le fondement de la défense collective pour ses membres. Les deux vont de pair. »

Et cela doit aller plus loin, par l'unité stratégique complète des figures de haut rang de l'Union européenne et de l'OTAN :

« Pour améliorer le dialogue politique, nous organiserons des réunions conjointes à haut niveau UE-OTAN plus fréquentes et plus inclusives, axées sur des questions d'intérêt stratégique. Les échanges ciblés dans le cadre

de réunions conjointes régulières du Comité politique et de sécurité de l'UE et du Conseil de l'Atlantique Nord seront renforcés.

Les interactions entre le personnel de l'UE et celui de l'OTAN constituent un élément essentiel de notre partenariat, mais elles peuvent être davantage renforcées par l'intensification des communications stratégiques, la coordination et/ou l'adoption de déclarations conjointes et la réalisation de visites conjointes de représentants de haut rang des deux organisations.

Il convient de renforcer le dialogue et la coopération en multipliant les échanges avec l'OTAN sur l'évaluation de l'environnement sécuritaire dans différents domaines, allant de l'appréciation commune de la situation aux exercices de prospective.

À cet égard, notre capacité à échanger des informations non classifiées et classifiées revêt une importance cruciale. »

Cela doit également de plus en plus avoir un aspect militaire :

« Les exercices parallèles et coordonnés organisés par l'UE et l'OTAN permettent d'échanger des informations et d'améliorer notre état de préparation pour répondre à des préoccupations communes en matière de sécurité, y compris les attaques hybrides complexes.

Toutefois, notre approche des exercices devra évoluer pour faire face de manière plus efficace aux mutations géopolitiques et technologiques qui se produisent à l'heure actuelle.

Il sera capital de mener des discussions spécifiques fondées sur des scénarios et d'intégrer davantage la mobilité militaire dans les exercices à venir.

Le passage à des exercices conjoints et inclusifs constituerait un véritable vecteur de coopération accrue entre l'UE et l'OTAN et un moyen d'instaurer la confiance, d'améliorer l'interopérabilité et d'approfondir notre partenariat. Cela nécessite un partage approprié d'informations. »

Et, dans ce document, on voit également que la ligne stratégique est la même que celle de l'OTAN désormais : l'ennemi immédiat, c'est la Russie, et derrière c'est la Chine.

La Russie définie comme « menace » par l'Union européenne

Voici comment le document « Une boussole stratégique en matière de sécurité et de défense » de l'Union européenne présente la Russie. C'est très exactement la rhétorique de l'OTAN.

« Par son agression militaire non provoquée et injustifiée contre l'Ukraine, la Russie viole de façon flagrante le droit international et les principes de la charte des Nations unies, et porte atteinte à la sécurité et à la stabilité européennes et mondiales.

Cette agression fait suite à l'agression militaire en Géorgie en 2008, ainsi qu'à l'annexion illégale de la Crimée et à l'intervention militaire dans l'est de l'Ukraine en 2014. Par cette ingérence armée en Géorgie et en Ukraine, le contrôle de facto de la Biélorussie ainsi que la présence continue de troupes russes dans le cadre de conflits de longue durée, notamment en République de Moldavie, le gouvernement

russe tente activement d'établir de soi-disant sphères d'influence.

L'agression armée contre l'Ukraine témoigne de la volonté d'employer le plus haut degré de force militaire, indépendamment de considérations juridiques ou humanitaires, associé à des tactiques hybrides, des cyberattaques, des activités de manipulation de l'information et d'ingérence menées depuis l'étranger, la coercition économique et énergétique et une rhétorique nucléaire agressive.

Ces actions agressives et révisionnistes dont le gouvernement russe est, avec sa complice la Biélorussie, entièrement responsable, menacent gravement et directement l'ordre de sécurité européen et la sécurité des citoyens européens. Les responsables de ces crimes, notamment des attaques ciblant les civils et les biens civils, devront répondre de leurs actes.

La Russie se projette également sur d'autres théâtres tels que la Libye, la Syrie, la République centrafricaine et le Mali et utilise les crises de manière opportuniste, notamment en recourant à la désinformation et à des mercenaires, comme le groupe Wagner.

Tous ces développements constituent une menace directe et durable pour la sécurité européenne, à laquelle nous continuerons de faire face avec détermination. »

La Russie est présentée comme la source de tous les maux, un État voyou à mettre au pas, l'Union européenne se parant naturellement ici de toutes les vertus.

La Chine définie comme « rival systémique » par l'Union européenne

Voici comment le document « Une boussole stratégique en matière de sécurité et de défense » de l'Union européenne présente la Chine. C'est là encore très exactement la rhétorique de l'OTAN.

« La Chine est un partenaire en matière de coopération, un concurrent économique et un rival systémique. Nous pouvons aborder avec la Chine des questions d'intérêt mondial telles que le changement climatique. La Chine est de plus en plus impliquée et engagée dans des tensions régionales.

L'asymétrie de l'ouverture de nos marchés et de nos sociétés a suscité des préoccupations croissantes en ce qui concerne la réciprocité, la concurrence économique et la résilience.

La Chine a tendance à limiter l'accès à son marché et cherche à promouvoir ses propres normes au niveau mondial. Elle poursuit ses politiques, notamment par sa présence croissante en mer et dans l'espace, ainsi qu'en utilisant des cyberoutils et en recourant à des tactiques hybrides.

En outre, la Chine développe considérablement ses moyens militaires et a pour objectif d'achever la modernisation globale de ses forces armées d'ici à 2035, ce qui aura une incidence sur la sécurité régionale et mondiale.

Le développement de la Chine et son intégration dans sa région, et dans le monde entier, marqueront le reste de ce siècle.

Nous devons veiller à ce que cela se fasse d'une manière qui contribue à maintenir la sécurité mondiale et qui ne soit pas contraire à l'ordre international fondé sur des règles ainsi qu'à nos intérêts et à nos valeurs. Pour ce faire, une unité forte entre nous et une collaboration étroite avec d'autres partenaires régionaux et mondiaux sont nécessaires. »

La Chine est ici présentée comme le principal défi à l'ordre mondial à partir de 2035, ce qui implique bien entendu qu'il s'agit de la faire périr auparavant. Et pour les impérialistes occidentaux, le chemin allant à Pékin passe par Moscou.



La transformation de la Moldavie, de la Géorgie et de la Biélorussie en têtes de pont anti-Russie

Le document « Une boussole stratégique en matière de sécurité et de défense » assume totalement de mobiliser toutes les forces pour encercler la Russie, au point de qualifier la Géorgie, un pays du Caucase, de « voisin » oriental de l'Europe !

« Dans notre voisinage oriental, alors que l'Ukraine est directement attaquée par les forces armées russes, la République de Moldavie, la Géorgie et d'autres pays du Caucase du Sud sont eux aussi constamment confrontés à des intimidations stratégiques et à des menaces directes pesant sur leur souveraineté et leur intégrité territoriale et sont enfoncés dans des conflits de longue durée.

L'autoritarisme en Biélorussie se traduit par une répression intérieure violente, un soutien militaire actif à l'agression de la Russie contre l'Ukraine, la modification de son statut de pays dénucléarisé et l'utilisation de tactiques hybrides à l'encontre de l'UE. »

Il est vrai que la Libye et la Syrie sont présentés comme relevant d'un « voisinage méridional » qui montre qu'en fait on est clairement dans une logique de gendarme impérialiste mondial. L'Union européenne doit être transformée en forteresse-support pour l'OTAN.

Cela nous ramène à ce qui a été mentionné plus haut, à savoir l'alignement total de l'Union européenne sur l'OTAN. Le document « Une boussole stratégique en matière de sécurité et de défense » a comme contenu stratégique l'unification organisationnelle des forces militaires ainsi que civiles européennes pour servir de support à l'OTAN.

C'est dit tel quel :

« L'état de préparation et l'interopérabilité sont des éléments essentiels de notre réponse aux menaces et à la concurrence stratégique. De fréquents exercices réels civils et militaires dans tous les domaines, ainsi qu'une planification d'anticipation renforcée, nous aideront à rehausser considérablement notre état de préparation, à favoriser l'interopérabilité et à soutenir une culture stratégique commune.

Des exercices réels dans le cadre de l'UE, avec la participation progressive de la capacité militaire de planification et de conduite, façonneront la capacité de déploiement rapide de l'UE en particulier et, plus généralement, renforceront notre position, notre communication stratégique et l'interopérabilité, y compris avec les partenaires.

L'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine a confirmé le besoin urgent d'améliorer substantiellement la mobilité militaire de nos forces armées à l'intérieur et à l'extérieur de l'Union.

Nous renforcerons les infrastructures de transport à double usage dans l'ensemble du réseau transeuropéen de transport afin de favoriser des mouvements rapides et sans entrave du personnel, du matériel et des équipements militaires pour les déploiements et exercices opérationnels,

autres partenaires.

Nous conviendrons de nouveaux engagements visant à accélérer et à harmoniser les procédures transfrontières, à recenser les moyens de soutenir les mouvements à grande échelle à court préavis, à investir dans la transformation numérique de nos forces armées et à développer des capacités de pointe économes en énergie qui garantissent notre capacité à réagir rapidement et à opérer dans des environnements hostiles, en tenant compte des exigences constitutionnelles de certains États membres.

Nous associerons également nos travaux sur la mobilité militaire à des exercices de simulation ainsi qu'à des exercices réels des forces armées des États membres. »

On est là dans le bellicisme impérialiste le plus prononcé, mais également dans une utopie belliciste, car toute cette orientation nie les contradictions inter-impérialistes qui inévitablement se développeront.

Lénine soulignait déjà cela dans son article de 1915 sur la possibilité d'États-Unis d'Europe, qui ne pourraient former qu'une entente provisoire en fonction des intérêts communs, nullement une réalité.

Comme il le formule alors, cela repose sur le fait que :

« L'inégalité du développement économique et politique est une loi absolue du capitalisme. »

En effet, le développement inégal est une loi absolue en général. Et Lénine, formidable dialecticien, déduisait de cela, dans la phrase suivant immédiatement que :

« Il s'ensuit que la victoire du socialisme est possible au début dans un petit nombre de pays capitalistes ou même dans un seul pays capitaliste pris à part. »

Les communistes luttent contre l'entente commune de certains impérialistes cherchant à faire bloc, en comprenant les contradictions inter-impérialistes, visant à la révolution socialiste dans leur propre pays. ■

